

# **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

RESTRICTED

**WT/TPR/G/141**  
17 novembre 2004

(04-5082)

**Organe d'examen des politiques commerciales**

Original: anglais/  
français<sup>1</sup>

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**Rapports présentés par:**

**SUISSE ET LIECHTENSTEIN**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par la Suisse et le Liechtenstein est reproduite ci-après.

---

<sup>1</sup> L'original est en français pour le rapport de la Suisse et en anglais pour celui du Liechtenstein.

Note: Les présents rapports font l'objet d'une distribution restreinte et ne doivent pas être communiqués à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Suisse et le Liechtenstein.



## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<b>RAPPORT DE LA SUISSE</b>	
I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES	5
II. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	7
1) ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES POLITIQUES MACRO-ÉCONOMIQUES	7
i) Évolution conjoncturelle	7
ii) Commerce extérieur	8
iii) Flux d'investissement direct étranger	9
iv) Politiques macro-économiques	9
v) Perspectives et risques conjoncturels	10
2) OBJECTIF PRINCIPAL DES RÉFORMES STRUCTURELLES: RENFORCER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUISSE	10
III. PRINCIPAUX AXES DES RÉFORMES STRUCTURELLES RÉCENTES ET EN COURS ET AUTRES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA SUISSE	13
1) DOMAINES DE POLITIQUE INTÉRIEURE	13
i) Réformes structurelles	13
ii) Autres priorités de la politique intérieure	19
2) DOMAINES DE POLITIQUE EXTÉRIEURE	21
i) Relations entre la Suisse et l'UE	21
ii) Accords de libre-échange	21
iii) Relations internes AELE/Convention de Stockholm	22
iv) Coopération avec les pays en développement et en transition	22
v) Mesures douanières	25
vi) Règles et disciplines	25
vii) Promotion des exportations	25
IV. POSITION DE LA SUISSE DANS LE CYCLE DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES DE DOHA	26
1) APPROCHE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE POLITIQUE COMMERCIALE	26
2) LA SUISSE ET LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT	27
RÉFÉRENCES	30

**RAPPORT DU LIECHTENSTEIN**

I.	INTRODUCTION	31
II.	ENVIRONNEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE	31
1)	CROISSANCE ÉCONOMIQUE	31
2)	LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	32
3)	ACTIVITÉS DE L'ÉTAT	34
4)	PERSPECTIVES	35
III.	ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ORIENTATION FUTURE DES POLITIQUES	35
1)	L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	35
2)	L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN (EEE)	36
3)	L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE (AELE)	37
4)	TRAITÉ D'UNION DOUANIÈRE ET INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AVEC LA SUISSE	38

## RAPPORT DE LA SUISSE

### I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Ce rapport établit avec celui du Liechtenstein et le rapport du Secrétariat portant sur les deux pays la base pour l'examen de leur politique commerciale par les Membres de l'OMC les 15 et 17 décembre 2004, la Suisse formant une union économique et monétaire avec le Liechtenstein qui est une partie intégrante du territoire douanier suisse.

2. Le commerce international joue un rôle primordial pour l'économie suisse avec une part très importante dans le PIB<sup>2</sup> en dépit de la quasi-stagnation des échanges extérieurs observée entre 2000 et l'année dernière. Le gouvernement suisse attache une grande importance à des marchés mondiaux ouverts pour les biens et les services, y compris dans les achats publics, et à une solide protection de la propriété intellectuelle.

3. La Suisse poursuit une politique économique orientée vers un renforcement de sa *compétitivité internationale*. Elle poursuit actuellement une *politique macro-économique* axée sur la consolidation budgétaire, le maintien de la stabilité des prix, la reprise d'une croissance plus soutenue ainsi que l'établissement de conditions-cadre internes favorables à l'investissement.

4. Le gouvernement suisse s'est efforcé au cours des dernières années d'améliorer l'environnement économique général en poursuivant des *réformes structurelles* malgré des conditions économiques peu propices. Parmi les mesures introduites sur le *plan interne*, on peut relever notamment une révision majeure de la Loi sur les cartels, la poursuite de la libéralisation dans les secteurs des télécommunications, des chemins de fer et de la poste, l'extension du champ d'application en matière de réglementation sur les marchés publics, la poursuite des réformes dans l'agriculture et l'adaptation de nombreuses normes techniques à celles de l'Union européenne (UE). Un nouveau paquet de réformes structurelles en dix-sept points a en outre été lancé au début de 2004 qui vise à relancer la croissance par une dynamisation de l'économie intérieure.

5. Sur le *plan externe*, l'ouverture économique et la poursuite de la libéralisation des échanges internationaux tant à l'échelle multilatérale, régionale que bilatérale demeurent des priorités majeures pour la Suisse.

6. Sur le plan *multilatéral*, le gouvernement suisse fait le constat que la tendance à l'accélération de la globalisation entraîne à la fois des chances et des défis pour toutes les parties prenantes au commerce international. L'augmentation de l'interdépendance requiert la poursuite du renforcement de la coopération multilatérale et de ses institutions. Dans ce contexte, le gouvernement suisse considère qu'un rôle essentiel doit être dévolu à l'OMC dans les domaines de la libéralisation progressive des échanges internationaux, de l'établissement de règles, des droits et obligations régissant le commerce international ainsi que du règlement des différends. Dans ce contexte, il importe également de promouvoir la cohérence sur le plan national et sur le plan multilatéral des activités de politique économique extérieure et des autres politiques gouvernementales. La Suisse souhaite dès lors le succès des négociations en cours dans le cadre du Cycle de Doha.

---

<sup>2</sup> Les exportations et les importations de biens et de services représentaient respectivement 42,6 pour cent et 36,0 pour cent du PIB en 2003.

7. La Suisse a ainsi accueilli avec satisfaction la *Décision adoptée par le Conseil Général de l'OMC le 1<sup>er</sup> août 2004* qui relance les négociations de Doha et crée les bases nécessaires pour la prochaine phase de négociations sur les modalités. Cette Décision représente une étape clé vers l'ouverture de l'économie mondiale. En effet, les Membres de l'OMC sont parvenus à se mettre d'accord sur des cadres de négociation en matière d'accès au marché pour les produits non agricoles (NAMA) et pour l'agriculture, à donner une impulsion aux négociations sur les services et les autres thèmes de négociation et à lancer les négociations sur la facilitation des échanges. Pour réussir, la Suisse estime toutefois que les résultats de la négociation devront être équitables pour tous les participants, qu'ils soient développés ou en développement, grands ou petits. Il s'agira dans ce contexte d'autoriser aussi des phases de transition suffisantes pour les secteurs économiques sensibles (par exemple l'agriculture) afin de permettre qu'un ajustement structurel socialement supportable puisse s'effectuer. La Suisse regrette toutefois que les liens entre commerce et investissement, l'interaction du commerce et de la politique de concurrence et la transparence des marchés publics pourtant mentionnés dans la Déclaration de Doha ne fassent pas partie du programme de négociation et que, par conséquent, il n'y aura pas de travaux sur ces thèmes dans le cadre du Cycle de Doha.

8. En matière d'*intégration européenne*, la Suisse a débuté la mise en œuvre des sept premiers accords bilatéraux avec l'UE à partir du 1<sup>er</sup> juin 2002. Elle a en outre conclu en juin 2004 ses négociations avec l'UE portant sur un second ensemble d'accords bilatéraux dans des domaines aussi variés que la justice, la police, l'asile et les migrations (dans le cadre des Accords de Schengen et Dublin), la taxation de l'épargne et la lutte contre la fraude en matière de taxation indirecte (fraude douanière) ainsi que des domaines qui n'avaient pas pu être couverts dans le cadre des Bilatérales I, à savoir notamment les produits agricoles transformés, l'environnement, les statistiques, les pensions, les médias et un paquet de mesures présenté sous la forme d'une déclaration d'intention en matière d'éducation, de formation continue et de jeunesse.

9. Par ailleurs, la Suisse a aussi, dans le cadre de l'AELE, continué d'étendre son réseau d'*accords de libre-échange* dans la Méditerranée, en Europe du Sud-Est et plus récemment avec plusieurs pays extraeuropéens. La politique préférentielle de la Suisse et des pays de l'AELE n'a pas pour objectif de se substituer à une libéralisation des échanges au niveau mondial mais d'éliminer des discriminations d'exportateurs suisses résultant d'accords préférentiels conclus par des pays tiers. Elle est donc complémentaire par rapport à l'engagement de la Suisse dans le processus de l'OMC.

10. À ce jour, les États de l'AELE ont conclu des accords de libre-échange avec 13 partenaires: Turquie, Israël, Roumanie, Bulgarie, Maroc, Autorité palestinienne, Macédoine, Mexique, Croatie, Jordanie, Singapour, Chili et Liban. La Suisse a, en outre, conclu des accords de libre-échange bilatéraux avec la Communauté européenne et les îles Féroé. Des négociations sont en cours actuellement entre les États de l'AELE et plusieurs pays méditerranéens et extraeuropéens (Tunisie, Égypte, SACU – Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland – et Canada). L'élargissement de l'UE à 25 pays le 1<sup>er</sup> mai 2004 a entraîné la fin simultanée des accords de libre-échange avec huit des nouveaux membres de l'UE, soit avec l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque. Les relations de libre-échange établies entre la Suisse et ces pays seront maintenues dans le cadre des accords avec l'Union européenne.

11. Enfin, la Suisse soutient aussi fermement l'*intégration des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés dans l'économie mondiale* par le biais du commerce et des investissements. Les autorités suisses sont favorables à une ouverture des marchés aux produits des pays les moins avancés (PMA), à des actions en faveur des pays en voie d'accession à l'OMC et à une assistance technique renforcée aux pays en développement pour leur permettre de s'intégrer dans le système multilatéral et de développer leur capacité pour en bénéficier. En outre, la Suisse a renforcé

son dispositif de négociation en créant une unité de haut niveau dont les tâches principales consistent à analyser les demandes commerciales des pays en développement, en particulier des plus vulnérables d'entre eux, et à intégrer les principes de bonne politique de développement dans les positions de négociation commerciale.

12. De manière générale, le gouvernement suisse s'efforce d'assurer la *cohérence* interne des politiques par une coordination poussée entre les agences et offices fédéraux responsables, y compris dans les négociations internationales. En même temps, il entend favoriser la *transparence* nécessaire vis-à-vis de l'extérieur par l'*information* puis la *participation* du peuple, du Parlement et des milieux intéressés au *processus de décision*. Ce faisant, il peut s'assurer que les politiques ainsi définies bénéficient d'un large *soutien*.

13. Le présent rapport esquisse tout d'abord l'environnement économique dans lequel le commerce suisse a évolué depuis le dernier examen de la politique commerciale de la Suisse en 2000. Il présente ensuite les principaux objectifs du gouvernement suisse en matière d'ajustement structurel en vue de renforcer la croissance économique. Il décrit par ailleurs les principaux axes des réformes déjà entreprises et celles en cours ainsi que les autres grandes priorités de la politique économique suisse, sur les plans interne et externe. Enfin, il rappelle les objectifs poursuivis par la Suisse dans le cadre des négociations multilatérales qui demeurent un instrument important dans la poursuite de l'ouverture de l'économie suisse et de son intégration dans l'économie mondiale ainsi que le complément nécessaire aux efforts de réforme en cours sur le plan interne.

## II. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

### 1) ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES POLITIQUES MACRO-ÉCONOMIQUES

#### i) Évolution conjoncturelle

14. En 1997, l'économie suisse a entamé une reprise après une décennie de résultats relativement décevants. Après un bref ralentissement en 1998 dû partiellement à l'impact de la crise asiatique, la reprise s'est accélérée au cours du deuxième semestre 1999 avec un taux de croissance de 3 pour cent par rapport au semestre précédent. Cette évolution s'est poursuivie au cours de l'année 2000.

15. Dans le courant de l'année 2001, un ralentissement a commencé à se dessiner, avec notamment le début de la correction du cours des actions sur les marchés boursiers internationaux. En automne 2001, le ralentissement s'est accentué et une série de chocs négatifs conséquents a affecté l'économie suisse. Les attentats terroristes de New York et Washington, D.C., la faillite de Swissair, la poursuite de l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés financiers, l'annonce de scandales comptables puis l'épidémie de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) en Asie durement impacté l'économie suisse dès l'automne 2001. Dans son ensemble, l'année 2001 a encore profité de la lancée de l'année 2000, bien que le PIB ait commencé à se contracter durant le second semestre 2001. Les chocs de 2001, s'ajoutant au recul de la demande extérieure, ont déployé pleinement leurs effets en Suisse en 2002 et 2003. En 2002, le PIB annuel de la Suisse était presque stagnant (+0,3 pour cent) et en 2003, sur l'ensemble de l'année un recul du PIB réel a été enregistré (-0,4 pour cent). En 2002 et 2003, l'emploi en Suisse était en recul et le chômage a augmenté. L'inflation, mesurée par les prix à la consommation, qui était déjà faible en 2000 (1 pour cent en moyenne annuelle), s'est encore ralentie à 0,5 pour cent jusqu'en 2003, reflétant la faiblesse conjoncturelle de l'économie suisse durant la période sous revue.

16. Dès la mi-2003, l'activité économique dans la zone euro s'est redressée et la Suisse a également enregistré une embellie conjoncturelle marquée qui, dans un premier temps, a été portée en grande partie par le secteur extérieur. Grâce à des impulsions monétaires très positives, la reprise de

l'économie suisse s'est consolidée durant la deuxième moitié de l'année 2003 et au début 2004. À la mi-2004, ce sont principalement les composantes de la demande intérieure qui ont porté la croissance, alors que l'expansion très dynamique des exportations depuis la mi-2003 subissait un coup d'arrêt en été 2004, à un haut niveau cependant. Sur le marché du travail, contrairement aux attentes, le taux de chômage a réagi moins rapidement à l'amélioration de la conjoncture qu'on pouvait s'y attendre et l'emploi a continué de régresser jusqu'au milieu de 2004. Entre l'automne 2003 et le mois d'août 2004, le taux de chômage désaisonnalisé est resté pratiquement inchangé à 3,9 pour cent.<sup>3</sup>

## ii) Commerce extérieur

17. Les *exportations de marchandises* suisses<sup>4</sup> ont fortement augmenté en valeur à la fin des années 90 jusque dans la première moitié de 2001. Elles ont ensuite légèrement régressé en raison du ralentissement économique global. Ce n'est qu'au premier semestre de 2004 que la valeur des biens exportés a de nouveau dépassé le niveau atteint durant les six premiers mois de 2001. Au total, les exportations de marchandises ont progressé en valeur de 67,6 milliards de FS au premier semestre 2001 à 70,6 milliards de FS dans la première moitié de 2004 (+4,5 pour cent). Les *importations de marchandises* avaient également augmenté de façon continue en valeur à la fin des années 90 pour atteindre leur dernier sommet durant la première moitié de 2001. Ensuite, les importations ont légèrement reculé jusqu'au second semestre de 2002. Depuis lors, elles se sont quelque peu redressées pour atteindre 65,3 milliards de FS durant la première moitié de 2004, demeurant toutefois inférieures de 3,3 pour cent à leur niveau de trois ans auparavant. Ces développements reflètent la récession économique générale, le ralentissement marqué qui est intervenu dans le secteur des équipements ainsi que la décélération de la demande intérieure survenue vers la fin de 2001.

18. Les exportations de produits chimiques ont augmenté en valeur d'environ 18 pour cent et celles d'instruments de précision de quelque 20 pour cent entre le premier semestre de 2001 et la période correspondante de 2004. Les exportations en valeur de machines, d'appareils et d'équipements électroniques ont été, pour leur part, particulièrement affectées par la faiblesse globale de la demande d'investissement et ont reculé de 13 pour cent durant cette même période. En revanche, une augmentation des importations de produits chimiques de près de 10 pour cent a été observée pendant le même laps de temps. La part des produits chimiques dans les importations est par conséquent montée à 22 pour cent durant la première moitié de 2004, les produits pharmaceutiques représentant une partie croissante de cette catégorie de produits. Une réduction marquée des importations de machines, d'appareils et d'équipements électroniques a en revanche été enregistrée, la valeur des importations dans ce secteur étant de 14 pour cent inférieure au premier semestre de 2004 par rapport au niveau atteint trois ans auparavant.

19. Entre le premier semestre de 2001 et la même période de 2004, la progression la plus marquée des exportations de marchandises a été enregistrée dans celles à destination des pays en transition (principalement la Chine) et des marchés émergents d'Asie. Les exportations vers les 25 pays de l'UE, le premier partenaire commercial de la Suisse avec une part aux exportations d'environ 63 pour cent, ont augmenté à un rythme inférieur à la moyenne (3,6 pour cent). En attendant, les importations provenant des 25 pays de l'UE n'ont diminué que de 0,7 pour cent, soit moins que la moyenne. En revanche, les importations en provenance des États-Unis et du Japon ont baissé nettement durant la période sous revue, ce qui, dans le premier cas, a aussi reflété la forte appréciation du taux de change du dollar qui a persisté jusque dans le courant de 2002. Les progressions les plus importantes ont été

<sup>3</sup> Cf. <http://www.seco.admin.ch/themen/zahlen/wirtschaft/konjunkturtendenzen/index.html?lang=fr>.

<sup>4</sup> Toutes les données excluent le commerce de métaux précieux, de pierres précieuses, d'œuvres d'art et d'antiquités.



enregistrées dans les importations en provenance de certains partenaires de l'UE (en particulier des nouveaux États membres) ainsi que de la Chine.<sup>5</sup>

### iii) Flux d'investissement direct étranger

20. Les exportations de capitaux liées à l'*investissement direct étranger (IDE)* se sont montées à 75 milliards de FS en 2000 à la suite du mouvement mondial dynamique de fusions et d'acquisitions. Dans les deux ans qui ont suivi, la crise financière et la faiblesse conjoncturelle ont en revanche pesé massivement sur l'évolution de l'IDE. Ainsi, en 2002, les sorties d'IDE ne se sont plus guère élevées qu'au sixième environ de la valeur enregistrée en 2000. En 2003, la capacité à investir à l'étranger des entreprises suisses s'est ranimée du fait de la reprise de la conjoncture. Avant toute chose, les investissements vers les États-Unis se sont fortement accélérés en 2003. En revanche, ceux vers l'UE ont encore reculé. Les flux d'IDE vers la Suisse se sont montés pour leur part à 33 milliards de FS en 2000, soit un nouveau niveau record. Les investissements dans les secteurs de l'industrie, qui ne comptent que pour 15 pour cent du montant de l'IDE en Suisse, ont augmenté particulièrement fortement. Durant les années 2001 et 2002 les afflux d'IDE se sont en revanche atrophies à respectivement 15 milliards de FS et 9 milliards de FS en raison de la faiblesse de l'économie mondiale. En 2003, ces afflux ont à nouveau progressé pour se monter à 16 milliards de FS. La plus grande partie de ces fonds provenait des États-Unis – le pays d'origine le plus important – et s'est écoulée essentiellement dans le secteur financier et les holdings.

### iv) Politiques macro-économiques

21. Depuis 2000, la *politique économique suisse* attribue une grande priorité à un environnement de politique macro-économique visant à maintenir la stabilité. Le nouveau cadre de *politique monétaire* a permis à la Banque nationale suisse (BNS) de réagir rapidement à un environnement international perturbé par une série de chocs négatifs de grande ampleur.<sup>6</sup> La politique monétaire mise en œuvre par la BNS a été appropriée pour assurer la stabilité des prix et conduire à une reprise équilibrée de la croissance. Cela a permis d'éviter simultanément une trop forte appréciation du cours du franc suisse par rapport à l'euro malgré l'ajustement massif du dollar vis-à-vis de la devise européenne à partir de 2002.

22. Suite à une décennie de détérioration sérieuse des *finances publiques* au cours de laquelle le ratio dette/PIB a augmenté de 30 à 55 pour cent, des mesures d'assainissement, visant notamment à éliminer le déficit structurel, ont été prises à tous les échelons des collectivités publiques. Elles devraient assurer un retour progressif à l'équilibre des finances des administrations publiques à moyen terme. À l'échelon fédéral, une règle budgétaire sous la forme d'un amendement constitutionnel – le frein à l'endettement<sup>7</sup> – devrait conduire à un budget fédéral structurellement équilibré à partir de 2007. Cette règle est en vigueur depuis 2003 déjà, mais du fait de la présence alors d'un large déficit structurel, l'assainissement est réalisé de manière graduelle en admettant un déficit supplémentaire à celui autorisé par la règle à hauteur de 3 milliards en 2004, de 2 milliards en 2005 et de 1 milliard en 2006. L'objectif du frein à l'endettement est d'équilibrer le budget à moyen terme tout en permettant le libre jeu des stabilisateurs automatiques. Cet instrument permet donc de stabiliser le niveau de la dette et de renforcer la crédibilité de la politique budgétaire sans empêcher une politique budgétaire anticyclique.

<sup>5</sup> Cf. <http://www.seco.admin.ch/themen/zahlen/wirtschaft/aussenwirtschaft/unterseite00225/index.html?lang.>

<sup>6</sup> Cf. <http://www.snb.ch/f/geldpolitik/geldpol.html>.

<sup>7</sup> Cf. [http://www.efd.admin.ch/f/dok/faktenblaetter/efd-schwerpunkte/106\\_schulden.htm](http://www.efd.admin.ch/f/dok/faktenblaetter/efd-schwerpunkte/106_schulden.htm).

v) **Perspectives et risques conjoncturels**

23. Entre le début et la mi-année 2004, les *risques* négatifs pour la conjoncture internationale et suisse ont augmenté. La hausse plus forte que prévue des prix du pétrole, un début de retournement des attentes des entrepreneurs quant à l'évolution future, un arrêt dans l'expansion des exportations de la Suisse, à un haut niveau toutefois, ainsi qu'une demande intérieure encore lancinante chez le premier partenaire commercial de la Suisse (l'Allemagne, qui absorbe 20 pour cent des exportations de la Suisse), sont autant de facteurs de risque. L'embellie moins rapide sur le marché du travail en Suisse représente également une incertitude pour la qualité de la transmission de la reprise conjoncturelle vers la demande intérieure et notamment la consommation des ménages. Néanmoins, les autorités suisses ont maintenu au milieu de cette année leurs prévisions de croissance du PIB suisse à 1,8 pour cent pour 2004 et 2,3 pour cent pour 2005<sup>8</sup> en raison d'un contexte économique international, d'un taux de change du franc suisse et de taux d'intérêt très favorables, ainsi que sur la base des informations conjoncturelles disponibles qui témoignent d'une évolution robuste durant les six premiers mois de l'année 2004. La légère accélération de l'expansion du PIB suisse en 2005 présuppose une évolution similaire dans l'ensemble des pays de l'UE, dont la Suisse partage en grande partie la dynamique conjoncturelle.

24. Suite à une performance économique qui est dans la durée parmi les moins dynamiques en comparaison internationale, d'importants projets de *réformes structurelles* ont été entrepris en Suisse au cours des dernières années ou sont en préparation, afin d'accroître la concurrence sur les marchés de produits. Davantage reste à faire, en effet, afin de parvenir à une mise à niveau par rapport aux autres pays, notamment les membres de l'UE.

2) **OBJECTIF PRINCIPAL DES RÉFORMES STRUCTURELLES: RENFORCER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUISSE**

25. Dès après l'échec de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) en 1992 qui aurait favorisé un vaste programme de réformes, il était devenu clair que l'économie suisse avait besoin d'un effort autonome, car les fluctuations conjoncturelles ne pouvaient plus occulter les faiblesses structurelles apparues à partir de la première crise pétrolière. Depuis lors, la politique de croissance du gouvernement suisse s'est orientée vers des réformes destinées à augmenter la productivité. Durant la législature passée, elles se sont concentrées sur quatre facteurs de croissance: l'efficacité de la production, le facteur travail, l'innovation et l'impact de l'État dans l'économie.

26. Pour améliorer l'efficacité de l'appareil de production, un renforcement de la concurrence et une libéralisation progressive des infrastructures publiques ont été mis en œuvre. Parmi les projets qui ont abouti, on peut mentionner en particulier la révision de la Loi sur les cartels, la libéralisation du marché postal, des télécommunications, du transport ferroviaire des marchandises (Cf. aussi § 37 à 39). Sur le plan de l'ouverture à la concurrence internationale, le passage des accords bilatéraux avec l'UE qui inclut notamment la liberté de circulation, le transport aérien et la Loi sur les obstacles techniques au commerce représentent, elles aussi, des avancées substantielles (Cf. § 70 et suivants).

27. Le deuxième axe a été l'augmentation de l'offre et de la qualité du facteur travail. Pour rendre compatible travail et famille un programme d'impulsion pour les crèches a été lancé et la création d'une assurance-maternité a été approuvée le 26 septembre 2004 en votation populaire. La révision de l'assurance-chômage a permis une réduction durable des cotisations en réduisant le stimulant à l'utilisation maximale des prestations. L'État a aussi continué d'investir dans la formation tout en améliorant son efficacité, entre autres grâce à une nouvelle loi sur la formation professionnelle.

---

<sup>8</sup> Cf. <http://www.seco.admin.ch/news/00378/index.html?lang=fr>.

28. L'innovation reste un des moteurs les plus importants de la croissance en Suisse. Les conditions-cadre relatives à ce facteur ont été améliorées en facilitant les contacts entre les universités et les milieux économiques, en accroissant les ressources pour la recherche, en révisant la loi sur les brevets et la taxation des options des employés, ainsi qu'en modernisant le droit relatif aux sociétés de capitaux les plus importantes.

29. Finalement, l'impact de l'État sur l'économie a été soumis à un examen critique. Le frein à l'endettement introduit est un mécanisme permettant de contrôler l'endettement de l'État sur le cycle conjoncturel. L'analyse d'impact de la réglementation et des tests-PME (petites et moyennes entreprises) permettent d'évaluer la charge administrative et les coûts indirects des législations. Finalement une réforme de la taxation des entreprises a rendu cette source de revenus fiscaux économiquement plus efficace.

30. En dépit des réformes accomplies, les dernières années ont montré que la faiblesse de la croissance en Suisse restait un problème lancinant. Cependant, il a aussi fallu tenir compte du résultat de certaines *décisions populaires*. Ainsi, la *réforme du marché de l'électricité* qui visait à libéraliser le marché de l'électricité a été refusée en votation populaire en 2002. Dans ce cas, des solutions alternatives ont dû être trouvées: le Tribunal fédéral (Cour suprême) a ainsi jugé que la législation existante sur la concurrence permettait tant aux producteurs qu'aux consommateurs d'électricité de demander l'accès aux réseaux électriques. De même, un *paquet financier* qui devait entraîner une réforme de la fiscalité directe en Suisse, notamment par un allègement de la charge fiscale des familles et une modification du système de la taxation de la propriété immobilière a échoué en votation populaire en mai 2004 principalement en raison de l'opposition des cantons qui craignaient qu'il n'en résulte un transfert de charges financières excessif de la Confédération vers les cantons alors que la situation financière de nombre d'entre eux demeure difficile.

31. La politique de croissance demeure donc prioritaire pour le gouvernement suisse. Suite au rapport sur la croissance et aux propositions d'un groupe de travail ad hoc sur la croissance, le Conseil fédéral a approuvé un paquet de 17 mesures en faveur de la croissance économique dans le cadre du programme de législature 2003-2007.<sup>9</sup> En fait, ce dernier contient de nombreuses autres mesures qui auront un impact sur la croissance. Pour être considérée dans le paquet de croissance, chaque mesure a cependant dû remplir trois critères. Premièrement, elle doit être essentielle au niveau macro-économique (et pas sectoriel ou sans signification économique directe). Deuxièmement, elle doit pouvoir être engagée concrètement par le Conseil fédéral en cours de législature et, finalement, elle doit être compatible avec un abaissement de la quote-part de l'État et avec un régime économique de marché. Parmi les 17 mesures retenues, le paquet se divise en deux parties.

32. Premièrement, il s'agit d'améliorer les conditions-cadre pour la partie dynamique, productive et concurrentielle de l'économie. Pour atteindre cet objectif il s'agit:

- de réformer l'imposition des sociétés pour garantir en particulier une meilleure équité dans la taxation des différentes formes juridiques et des différents types de capitaux,
- d'améliorer le gouvernement d'entreprise dans le sens d'une meilleure transparence,
- de réviser la Loi sur le marché intérieur pour intensifier la concurrence entre entreprises orientées vers ce marché,

---

<sup>9</sup> Cf. <http://www.evd.admin.ch/evd/news/03248/index.html?lang=fr>.

- de réviser la Loi fédérale sur les marchés publics pour poursuivre la déségmentation de marchés trop hétérogènes,
- de réviser la TVA pour la simplifier et réduire la distorsion sur les investissements,
- d'examiner les besoins d'adaptation aux évolutions des marchés des services notamment dans l'UE et
- de procéder à un allègement administratif.

33. Deuxièmement, il s'agit de garantir à la partie productive, dynamique et concurrentielle de l'économie l'accès à davantage de ressources, soit en augmentant l'offre de facteurs, soit en limitant l'emploi d'intrants par le secteur domestique protégé à faible productivité. Dans ce sens on prévoit:

- d'élargir la libre circulation des personnes aux nouveaux États membres de l'UE,
- de favoriser la participation au marché du travail des employés entre 55 et 67 ans,
- d'éliminer le déficit structurel et de stabiliser la quote-part de l'État avec en particulier un plan d'assainissement,
- de réviser la loi sur l'assurance-maladie pour introduire davantage de considérations économiques dans le système de santé,
- de réviser l'assurance invalidité pour limiter la croissance des dépenses de cette assurance sociale et s'assurer qu'elle atteindra effectivement ses objectifs,
- de poursuivre les réformes dans la politique agricole pour améliorer la productivité de l'agriculture afin de la préparer à une plus grande ouverture internationale,
- d'ouvrir le secteur de l'électricité de manière compatible avec les directives de l'UE.

34. Dans le sens d'une augmentation notamment des ressources productives en faveur de l'économie, il est prévu également de continuer d'investir dans le système éducatif et de le réformer afin de le rendre plus productif et plus performant. Cela fera l'objet d'un message du Conseil fédéral sur la formation, la recherche et la technologie (FRT) 2007-2011.

35. Il peut paraître étonnant que les négociations d'accords internationaux qui sont pourtant mentionnées dans le programme de législature ne fassent pas partie du paquet sur la croissance. La raison principale est qu'à cause du critère de la responsabilité exclusive du Conseil fédéral les négociations internationales n'ont pas été incluses dans le paquet sur la croissance. La deuxième raison est que la faiblesse de la croissance de la productivité réside surtout dans les secteurs domestiques où il y a donc le plus de réformes à entreprendre. En fait, vu les spécificités de l'économie suisse (compétitivité extérieure élevée, excédent de la balance des paiements, franc suisse fort, etc.), les réformes visant à stimuler la productivité des marchés domestiques sont devenues incontournables pour le succès de l'économie extérieure et de la croissance en général.

### III. PRINCIPAUX AXES DES RÉFORMES STRUCTURELLES RÉCENTES ET EN COURS ET AUTRES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA SUISSE

#### 1) DOMAINES DE POLITIQUE INTÉRIEURE

36. Comme indiqué ci-dessus, la Suisse a poursuivi les réformes structurelles engagées dans les années 90 en dépit des conditions économiques peu favorables de ce début de siècle afin de stimuler une croissance économique très faible et de renforcer la concurrence interne dont l'insuffisance explique en partie un niveau des prix très élevé par rapport à l'étranger. Quelques aspects saillants liés aux réformes déjà entreprises ou en cours visant à renforcer la capacité concurrentielle de l'économie suisse (révision de la Loi sur les cartels, libéralisation du marché postal, des télécommunications et du transport ferroviaire des marchandises, révision de la Loi sur les douanes, poursuite des réformes dans l'agriculture, révision de la Loi sur la Banque nationale et de la réglementation des services financiers, propriété intellectuelle, marchés publics, réduction des entraves techniques au commerce, réglementation en matière de génie génétique et de produits contenant des organismes génétiquement modifiés, simplification des procédures administratives, commerce d'État) ainsi que d'autres priorités de politique intérieure suisse (politique environnementale, normes fondamentales du travail) sont développés ci-après.

##### i) Réformes structurelles

37. En matière de *concurrence*, l'amendement à la Loi sur les cartels est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.<sup>10</sup> Parmi les changements principaux, il convient de relever que les sanctions sont désormais directement applicables dans certains cas de violation. Auparavant, il était nécessaire de déterminer le caractère illégal de la restriction à la concurrence. Comme cette détermination ne conduisait pas en elle-même à des sanctions, elle n'avait que peu de conséquences pratiques pour l'entreprise concernée. Ce n'était qu'en cas de récidive que l'entreprise fautive pouvait être sujette à des sanctions administratives ou criminelles, ce qui réduisait considérablement l'effet dissuasif de la législation. Une autre nouveauté de l'amendement de 2004 est l'introduction d'un programme de clémence qui vise à encourager des entreprises à dénoncer les activités d'un cartel auquel elles ont pris part. Enfin, l'amendement a aussi modifié les conditions dans lesquelles la fusion d'entreprises dans le domaine des médias doivent être notifiées aux autorités de la concurrence.

38. Dans le domaine des *infrastructures*, les efforts de libéralisation se poursuivent. L'accroissement de la concurrence qui a suivi la *libéralisation du secteur des télécommunications* s'est accompagné d'une baisse très substantielle des prix des services de téléphonie fixe. Il n'en demeure pas moins que les coûts fixes tendent à demeurer supérieurs à ceux observés à l'étranger. Cela a poussé le Conseil fédéral à libéraliser l'accès au dernier kilomètre. Cette question est actuellement en discussion au Parlement. En matière de *services postaux*, la libéralisation complète du transport des colis postaux est intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2004.<sup>11</sup>

39. La première phase de la *réforme des chemins de fer* a débuté en janvier 1999. Elle a notamment permis d'introduire l'obligation pour les entreprises de mieux séparer les secteurs des transports et de l'infrastructure et d'instaurer un droit d'accès au réseau ("open access"). Afin de garantir que les demandes en la matière soient traitées de manière non discriminatoire, une commission d'arbitrage a été mise en place. Si certaines conditions sont données, le droit d'accès au réseau peut également être octroyé aux services ferroviaires étrangers. Avec l'entrée en vigueur au

<sup>10</sup> Cf. <http://www.evd.admin.ch/evd/dossiers/kartellgesetz/index.html?lang=fr>.

<sup>11</sup> Cf. <http://www.uvek.admin.ch/kommunikation/post/index.html?lang=fr>.

1<sup>er</sup> juin 2002 de l'accord sur les transports terrestres entre la Suisse et l'UE, le droit d'accès au réseau a également été octroyé aux services ferroviaires de l'Union.

40. Le gouvernement suisse a soumis en 2004 pour adoption au Parlement un projet de *révision* de la loi actuelle sur les douanes suisses qui date de 1925. Cette loi régit les procédures douanières tandis que la Loi sur le tarif douanier règle la fixation des droits de douane. La révision de la loi sur les douanes a pour objectif d'harmoniser encore davantage la législation douanière suisse avec le droit international en la matière, en particulier avec la législation communautaire et les travaux de l'Organisation mondiale des douanes. Elle tend à offrir à notre économie des instruments et procédures analogues à celles offertes à leurs concurrents européens. En outre, la nouvelle loi sur les douanes créera les bases juridiques nécessaires pour l'administration des douanes afin de permettre à cette dernière d'encore mieux exécuter les tâches autres que fiscales de l'État moderne, comme par exemple l'amélioration de la protection de la frontière pour garantir la sécurité intérieure du pays. Du point de vue économique, la nouvelle loi sur les douanes vise à maintenir, voire à étendre, les étapes de libéralisation introduites dans la loi actuelle après le Cycle d'Uruguay, notamment en matière de trafic de perfectionnement. De plus, le projet de loi prévoit une libéralisation du régime des entrepôts douaniers qui sont un outil important pour une économie ouverte, dépendant dans une large mesure du commerce international.<sup>12</sup>

41. La Suisse poursuit intensément la *réforme de sa politique agricole* initiée au début des années 90. Cette réforme continue et progressive répond aux défis posés par la volonté de bénéficier de nouvelles possibilités d'exporter, d'une part, de faciliter les échanges commerciaux de produits agricoles et de remplir les obligations contractées et à contracter dans le cadre de l'Accord agricole de l'OMC, d'autre part. De plus, la réforme permet notamment de répondre de façon adéquate aux préoccupations de la société en matière d'écologie, de sécurité des aliments et du bien-être animal, ainsi que d'adapter les priorités de la politique agricole aux restrictions budgétaires grandissantes tout en offrant aux agriculteurs les meilleures conditions possibles quant à la poursuite de leur activité.

42. L'amélioration des dispositions en matière d'échanges de produits agricoles avec l'UE s'est matérialisée lors de l'entrée en vigueur en 2002 de l'Accord bilatéral relatif aux échanges de produits agricoles, qui stipule notamment la libéralisation partielle ou totale des échanges commerciaux de plusieurs produits agricoles, notamment le fromage. Des engagements réciproques en ce qui concerne les dispositions phytosanitaires, zootechniques, ou encore en matière d'indication de provenance ou de reconnaissance de normes de commercialisation figurent également au titre des objets de cet accord.

43. En ce qui concerne les engagements de la Suisse à l'OMC, la réforme de la politique agricole remplit les objectifs de réduction du soutien lié à la production et d'une libéralisation du marché agricole intérieur. Les paiements directs découplés de la production se substituent de plus en plus au soutien du marché. Avec la mise en place de tous les éléments de la politique agricole 2007<sup>13</sup>, l'État, à part la protection douanière, n'interviendra plus guère sur le marché. Par exemple, le contingentement laitier sera aboli en 2009 au plus tard. Les réformes se poursuivront cependant dans l'agriculture au-delà de la présente décennie. Il est d'ores et déjà question d'une politique agricole 2011, voire 2015. Les réformes en cours contribueront aussi à un ajustement structurel nécessaire dans un secteur particulièrement fragile.

---

<sup>12</sup> Le projet de loi sur les douanes était en discussion au Parlement au moment de la rédaction de ce rapport, de sorte que les décisions y relatives n'avaient pas encore été définitivement prises. Cf. FF no. 6/2004, <http://www.bk.admin.ch/ch/f/ff/2004/629.pdf>.

<sup>13</sup> Cf. <http://www.blw.admin.ch/dossiers/00091/index.html?lang=fr>.

44. Au niveau opérationnel, le programme de réforme de la politique agricole (PA 2007) constitue une poursuite des principales priorités du programme de réforme précédent (PA 2002). Cette réforme continue de se baser sur l'article 104 de la Constitution fédérale, adopté à une grande majorité par le peuple et les cantons le 9 juin 1996. Cet article énumère les tâches de l'agriculture et fixe les grandes lignes de la politique agricole; il précise notamment que dans un contexte d'économie de marché les tâches de l'agriculture sont multifonctionnelles et vont au-delà de la seule production de denrées alimentaires. La Confédération rétribue par des paiements directs les prestations écologiques et autres que l'agriculture fournit et qui ne sont pas valorisées par le marché.

45. La nouvelle *Loi sur la Banque nationale* (LBN) adoptée en octobre 2003 par le Parlement est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004.<sup>14</sup> Elle clarifie le mandat de politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS). Elle spécifie en particulier que "la Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture." (Art. 5, LBN). En outre, la nouvelle loi stipule que la BNS doit contribuer à la stabilité du système financier. De plus, la nouvelle loi et l'ordonnance correspondante clarifient ses compétences en matière de surveillance des systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. Par cette surveillance, la BNS soutient la sécurité et l'efficacité des infrastructures des marchés financiers en Suisse. Dans le cadre de ses activités de surveillance, la BNS prend une approche orientée sur les risques, c'est-à-dire qu'elle entend déployer ses moyens dans les domaines particuliers où les risques sont particulièrement élevés.

46. Trois développements dans le domaine des *services financiers* méritent d'être relevés. Ainsi, les travaux concernant l'établissement d'une *autorité de surveillance intégrée des marchés financiers* (FINMA) ont considérablement avancé. Des propositions relatives à l'organisation de FINMA et aux instruments de surveillance valables pour l'ensemble des domaines spécialisés ont été élaborées par une commission d'experts. Elles ont été publiées, avec un projet de loi en annexe, en juillet 2003. Selon ces propositions, la nouvelle autorité doit prendre la forme d'un établissement de droit public doté de la personnalité juridique et sera financée par le biais d'émoluments et de taxes spéciales de surveillance. Il est prévu que, dans un premier temps, cette nouvelle autorité regroupera la Commission fédérale des banques (CFB) et l'Office fédéral des assurances privées (OFAP). En août 2004, la commission d'experts a complété par un volet consacré au système de sanctions son projet de loi fédérale sur la surveillance des marchés financiers. La commission a ainsi exposé les instruments dont devrait disposer la future FINMA en matière de sanctions.<sup>15</sup>

47. Dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent, il convient de mentionner les travaux concernant la *mise en œuvre des 40 recommandations révisées du Groupe d'action financière sur la lutte contre le blanchiment de capitaux* (GAFI).<sup>16</sup> La législation suisse actuelle est déjà très largement compatible avec les nouvelles normes, mais certaines adaptations sont toutefois nécessaires, notamment dans le domaine du droit pénal et du droit de la société anonyme – il s'agit entre autres d'étendre la liste des infractions à celles qui sont considérées comme préalables au blanchiment. Il importe de procéder simultanément à certains aménagements de la Loi sur le blanchiment (LBA) qui se sont révélés nécessaires au cours des premières années de mise en œuvre

<sup>14</sup> Cf. [http://www.snb.ch/f/snb/index.html?file=recht/content\\_recht.html](http://www.snb.ch/f/snb/index.html?file=recht/content_recht.html).

<sup>15</sup> Pour de plus amples informations sur les projets de réforme de la réglementation du marché financier suisse en cours, Cf. <http://www.finweb.admin.ch/f/index.htm>.

<sup>16</sup> En juin 2003, le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI) a révisé ses 40 recommandations, qui servent de standard international en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

de cette loi. Un groupe de travail interdépartemental a été constitué et chargé d'élaborer un projet de message portant sur les modifications législatives nécessaires pour la mise en œuvre des 40 Recommandations révisées du GAFI.

48. Le troisième projet de réforme qui mérite d'être mentionné concerne la *révision totale de la Loi sur les fonds de placement (LFP)*.<sup>17</sup> La révision vise, d'une part, à garantir l'"euro-compatibilité" de la loi et, d'autre part, à élargir le champ d'application de la loi et de libéraliser le domaine de manière générale, tout en maintenant une protection efficace des investisseurs. Une commission d'experts a élaboré un projet de loi<sup>18</sup> accompagné d'un rapport explicatif. Elle propose une refonte en profondeur de la législation sur les fonds de placement: à l'avenir, de nouvelles formes juridiques de placements collectifs de capitaux seront introduites et toutes les formes de placements collectifs reconnues par le droit suisse et admissibles sans autorisation seront soumises à une seule et même loi de surveillance. Afin de ne pas affaiblir la position du secteur suisse des fonds de placement sur le territoire de l'UE avant que la révision totale de la loi soit accomplie, l'ordonnance sur les fonds de placement a été révisée partiellement.<sup>19</sup> Pour l'essentiel, il s'agit de la mise en œuvre de la Directive sur les produits, de l'adaptation à la Directive sur les services en matière d'exigences en fonds propres et de l'introduction du prospectus simplifié pour les fonds en valeurs mobilières. Cette révision partielle de l'ordonnance sur les fonds de placement est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2004. Une révision totale de l'ordonnance sur les fonds de placement est en cours de préparation avec entrée en vigueur prévue pour janvier 2006.

49. La Suisse attribue une importance primordiale à la protection de la *propriété intellectuelle*, afin de stimuler constamment les efforts de recherche, de développement et d'innovation des entreprises. Seule une protection solide, insérée dans un cadre international rigoureux, permet de justifier des coûts de recherche énormes dans plusieurs secteurs dédiés notamment aux sciences de la vie. La protection des indications géographiques est aussi indispensable pour les produits agricoles ou manufacturés. Il en résulte que la reconnaissance et le respect international des indications géographiques constitue une priorité pour la Suisse afin d'inciter les producteurs à se concentrer sur la production de spécialités.

50. En matière de propriété intellectuelle, la Suisse assure une protection dépassant les standards minimaux prévus dans l'accord ADPIC. Actuellement, trois lois relatives aux droits de propriété intellectuelle sont en cours de révision partielle. Il s'agit de la Loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins, de la Loi sur les brevets d'invention et de la Loi sur la protection des obtentions végétales. Ces révisions ont pour but principal l'adaptation de la législation suisse aux normes internationales en vigueur en matière de propriété intellectuelle. Le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la nouvelle Loi fédérale sur la protection des designs est entrée en vigueur et a remplacé l'ancienne Loi sur les dessins et modèles industriels du 30 mars 1900.<sup>20</sup> Le but principal de cette nouvelle loi était notamment d'adapter le droit suisse en vue de la ratification de l'Acte de Genève du 2 juillet 1999 de

---

<sup>17</sup> Cf. [http://www.finweb.admin.ch/pdf\\_neue\\_Version/PDF-f/FS-Anlagefondsgesetz\\_EBK\\_f.pdf](http://www.finweb.admin.ch/pdf_neue_Version/PDF-f/FS-Anlagefondsgesetz_EBK_f.pdf).

<sup>18</sup> Afin de tenir compte du nouveau champ d'application, la Loi sur les fonds de placement devra s'appeler à l'avenir "Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC)".

<sup>19</sup> [http://www.finweb.admin.ch/pdf\\_neue\\_Version/PDF-f/FS-TeilrevAnlagefondsv\\_EBK\\_f.pdf](http://www.finweb.admin.ch/pdf_neue_Version/PDF-f/FS-TeilrevAnlagefondsv_EBK_f.pdf).

<sup>20</sup> Cf. [http://www.admin.ch/ch/f/rs/c232\\_12.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/c232_12.html).



l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels.<sup>21</sup>

51. Le droit des *marchés publics* régit un secteur important de l'économie de la Suisse. Le montant total des dépenses des communes, des cantons et de la Confédération pour les marchés de construction, de fournitures et de services avoisine les 30 milliards de FS. Ce chiffre correspond à environ 25 pour cent de l'ensemble des dépenses publiques et 8 pour cent du produit intérieur brut.

52. L'accord OMC sur les marchés publics, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, soumet la Confédération et les cantons, ainsi que les entreprises publiques dans les secteurs de l'eau, des transports urbains et de l'énergie, aux règles de l'OMC sur les appels d'offre et les passations de marchés pour les biens, les services et les contrats de construction, pour autant que les contrats dépassent certains seuils. La Suisse et l'UE sont convenues, par un accord bilatéral, d'élargir ce champ d'application. Ainsi, depuis juin 2002, pour la Suisse et l'UE, les achats des communes, des secteurs du transport ferroviaire ainsi que des entreprises privées concessionnaires ou qui travaillent sur la base d'un droit particulier ou exclusif, sont réciproquement ouverts sur la base des règles de l'OMC.<sup>22</sup>

53. Dans l'ensemble, la législation suisse sur les marchés publics a, depuis 1996, fait ses preuves. La Confédération a cependant jugé nécessaire aujourd'hui de modifier certaines dispositions qui alourdissent les procédures, compliquent la gestion ou entravent l'utilisation des nouveaux moyens techniques. Elle entend en particulier examiner les possibilités d'élargir le dialogue entre les différentes parties impliquées dans un marché public. Les règles d'adjudication doivent en outre être assouplies afin que les procédures soient plus rapides et plus efficaces. Il lui importe également d'harmoniser les prescriptions à l'échelle nationale. C'est pourquoi une révision de la législation fédérale sur les marchés publics est en cours.<sup>23</sup> La nouvelle législation fédérale devrait voir le jour en 2007. Elle aura un impact sur les législations cantonales correspondantes.

54. En ce qui concerne *les entraves techniques aux échanges*, la Suisse poursuit une politique qui prévoit une adaptation des prescriptions techniques nationales afin de ne pas engendrer d'entraves techniques au commerce et de les rendre compatibles avec celles de ses principaux partenaires commerciaux. De plus, la Suisse reconnaît, sous certaines conditions et d'une manière autonome, des rapports d'essai ou des attestations de conformité établis par des organismes étrangers. Ces efforts sont complémentaires à la négociation d'accords de reconnaissance mutuelle dans ce domaine.

55. Depuis 2000, les *réglementations techniques (publiques)* et les *normes (privées)* ont continué de s'aligner graduellement sur celles de l'UE. On notera ainsi qu'un accord bilatéral sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de conformité est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002 dans le cadre des Bilatérales I entre la Suisse et l'UE. Cet accord qui établit la reconnaissance mutuelle de la preuve de conformité devrait faciliter significativement les échanges avec les partenaires de l'UE. Le commerce sur une base MFN devrait également en bénéficier dans la mesure où davantage de produits qui sont approuvés pour la vente dans l'UE peuvent désormais aussi être offerts à la vente en Suisse sans requérir de nouvelle évaluation de conformité.

<sup>21</sup> Cf. [http://www.bk.admin.ch/ch/f/rs/12/0\\_232\\_121\\_4/index.html](http://www.bk.admin.ch/ch/f/rs/12/0_232_121_4/index.html).

<sup>22</sup> Cf. [http://www.beschaffung.admin.ch/de/beschaffungswesen\\_bund/recht\\_org\\_zahlen/ivoeb\\_172.056.5.de.pdf](http://www.beschaffung.admin.ch/de/beschaffungswesen_bund/recht_org_zahlen/ivoeb_172.056.5.de.pdf).

<sup>23</sup> Cf. [http://www.bbl.admin.ch/fr/aktuell/presse/2004/2004\\_9\\_01\\_beschaffungsrecht.htm](http://www.bbl.admin.ch/fr/aktuell/presse/2004/2004_9_01_beschaffungsrecht.htm).

56. La volonté de réforme du gouvernement suisse peut aussi être illustrée par la modification du cadre réglementaire dans les domaines des produits de la *construction* et du *contrôle des médicaments*. Dans le passé, les mesures réglementaires techniques sur certains produits pouvaient être établies à un niveau subfédéral (généralement cantonal). Dans le cas de la construction, les compétences pour les réglementations portant sur les produits étaient partagées jusqu'en 2001 entre la Confédération et les cantons. Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la Loi fédérale sur la mise en circulation des produits de la construction<sup>24</sup> et son ordonnance de mise en œuvre sont entrées en vigueur. Cette législation fédérale a unifié les 26 législations différentes qui étaient applicables jusqu'alors.

57. Avec l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur les produits thérapeutiques<sup>25</sup> en 2001, la compétence en matière régulatrice a été transférée du niveau cantonal au niveau fédéral pour tous les produits pharmaceutiques à usage humain et vétérinaire ainsi que pour les appareils médicaux. Tous les produits pharmaceutiques (sur prescription et en vente libre) doivent maintenant être approuvés et enregistrés par l'Agence suisse des produits thérapeutiques (Swissmedic) avant d'être mis en vente en Suisse. Depuis l'entrée en vigueur de la législation sur les produits de la construction et sur les produits thérapeutiques, la compétence au titre de la réglementation technique est entièrement du ressort de la Confédération, d'où une diminution des entraves techniques aux échanges dans ces domaines. Cela dit, les cantons demeurent dans nombre de domaines responsables de la mise en œuvre et de la surveillance de marché.

58. Également dans le domaine de la *simplification des procédures administratives*, il convient de relever la création du Tribunal administratif fédéral qui remplacera 36 commissions fédérales de recours et services de recours des départements, qui seront réunis en une autorité judiciaire indépendante unique employant quelque 400 collaborateurs. Il entrera en fonction en 2007, pour autant que le Parlement ait d'ici là été en mesure d'achever les travaux législatifs nécessaires. Durant les premières années, il occupera des locaux provisoires dans la région de Berne avant de s'installer en principe à partir de 2010 à St-Gall.

59. À la suite de deux votations populaires en 1992 et 1998, la Suisse a adopté un cadre réglementaire dans le *domaine du génie génétique* et des *produits contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM)*. Elle a développé dans ces domaines une stratégie basée sur l'information, la sûreté, l'utilisation de mesures de précaution, le recours à des considérations éthiques, une réglementation prospective ouverte sur des développements futurs et le respect des règles internationales.

60. La Suisse a récemment légiféré en matière d'*usage d'organismes génétiquement modifiés dans l'alimentation*. Ainsi, la Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain qui régit l'utilisation des OGM dans la production d'aliments est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Cette loi a été notifiée à l'OMC.<sup>26</sup> Les exigences en matière d'étiquetage pour les produits alimentaires et les aliments des animaux contenant des OGM seront amendées pour tenir

---

<sup>24</sup> *Loi sur les produits de construction*, LPCo – RS 933.0, Cf. <http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/933.0.fr.pdf>.

<sup>25</sup> *Loi fédérale sur les produits thérapeutiques* – LPTh, RS 812.21. Cf. <http://www.admin.ch.ch/f/rs/8/812.21.fr.pdf>.

<sup>26</sup> Cf. notifications G/TBT/Notif.00/49 et G/TBT/Notif.00/49/Add.1.

compte de la nouvelle Loi sur l'application du génie génétique au domaine non humain. Ces amendements devraient entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> février 2005.<sup>27</sup>

61. Dans la notification sur les *entreprises de commerce d'État* faite par la Suisse à l'OMC en juin 2004<sup>28</sup>, la seule entité incluse était la Régie fédérale des alcools que le gouvernement suisse justifie par l'objectif de limiter la production et la consommation d'alcools à haut degré pour des raisons de protection de la santé. L'autre législation, datant de 1959, qui accordait des droits exclusifs à la Confédération pour l'importation de farine panifiable pour des raisons de sécurité alimentaire et pour protéger l'industrie nationale des minoteries, a été abolie en 2001. Avec la seule exception de la Régie fédérale des alcools, la Suisse n'a plus d'entreprises de commerce d'État dans le secteur agricole.

## ii) Autres priorités de la politique intérieure

62. La Suisse participe activement à l'ensemble des négociations internationales sur l'*environnement* dans le but de promouvoir le développement durable dans le monde entier. La base légale pertinente pour sa participation est constituée par la Constitution suisse (Art. 2, 54) et la Loi fédérale sur la protection de l'environnement comme législation principale sur protection de l'environnement en Suisse, ainsi que par les rapports du Conseil fédéral sur la politique étrangère (1993 et 2000). La Suisse considère que l'usage de mesures liées au commerce, à la fois non discriminatoires et non protectionnistes, dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux est, dans certaines circonstances, la manière la plus efficace de s'assurer que les objectifs de l'environnement seront atteints. La mise en application des réglementations sur l'environnement est principalement la tâche de l'Office fédéral de l'environnement des forêts et du paysage (OFEFP).<sup>29</sup>

63. Au niveau international, l'objectif de la Suisse est que les accords sur l'environnement soient négociés et mis en œuvre de manière cohérente tout en tenant compte des obligations commerciales internationales. Elle coopère avec les gouvernements étrangers pour assurer la conformité avec les lois qui gouvernent l'importation et l'exportation de matières qui peuvent poser un risque à la santé humaine et l'environnement, y compris les déchets dangereux, les produits chimiques toxiques, les biocides et les substances qui détruisent la couche d'ozone.

64. La Suisse a ratifié tous les accords multilatéraux sur l'environnement. Il s'agit du Protocole de Montréal sur les substances qui détruisent la couche d'ozone, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (PIC), de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) et du Protocole de Carthagène sur la biosécurité à la Convention sur la diversité biologique. La mise en œuvre est en cours. En outre, le Protocole de Kyoto a été ratifié par la Suisse en été 2003. La Suisse s'est ainsi engagée à réduire ses émissions de six gaz à effet de serre de 8 pour cent au-dessous du niveau de 1990. L'élément central de la politique du climat de la Suisse est la Loi sur le CO<sub>2</sub> qui est en vigueur depuis 2000. Pour atteindre les objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile (globalement -10 pour cent, pour les combustibles -15 pour cent et pour les carburants, -8 pour cent) qui y sont ancrés, le Conseil fédéral décidera au début de 2005 de l'introduction d'une taxe incitative.

<sup>27</sup> Cf. notifications G/TBT/N/CHE/40, G/TBT/N/CHE/42 et G/SPS/N/CHE/37, G/SPS/N/CHE/38.

<sup>28</sup> Cf. la notification G/STR/N/10/CH du 30 juin 2004.

<sup>29</sup> Cf. <http://www.environnement-suisse.ch/buwal/fr/medien/index.html>.

65. La Suisse cherche par ailleurs à s'assurer que les processus internationaux qui ont un lien avec l'environnement dans le cadre des différents forums tels que le Sommet mondial sur le développement durable, la Commission sur le développement durable (CSD), le Forum des Nations Unies sur les forêts ou la Task Force pour l'environnement en Europe (processus post Kiev) sont pris en compte dans les négociations environnementales en cours et sont considérés par conséquent comme faisant partie du système environnemental global.

66. Également en relation avec la politique environnementale, on mentionnera encore que plusieurs modifications législatives sont intervenues dans le domaine des *transports routiers* suite à l'accord conclu avec l'UE sur les transports terrestres (Bilatérales I, Cf. aussi le § 70 ci-dessous). Ces changements portent notamment sur l'augmentation à 40 t du poids maximal des camions circulant en Suisse et le relèvement du contingent des camions de 40 t de l'UE admis en Suisse, en contrepartie de l'augmentation de la redevance poids lourds qui vise à favoriser le transfert du trafic marchandises de la route vers le rail.

67. S'agissant de la promotion des *normes fondamentales du travail*, la Suisse s'est prononcée à l'OMC sur l'importance de ce sujet: elle a demandé que les thèmes du commerce d'une part, et les questions sociales, d'autre part, soient traités de façon cohérente (Consensus de Singapour, confirmé à Doha en 2001). La Suisse a aussi spécifié que l'OMC doit traiter du commerce et ne pas aborder la question des droits humains de manière indépendante. Ainsi, l'OMC – à l'instar des autres organisations internationales (OI) – doit s'en tenir à ses compétences, tout en assurant que les dispositions qui sont développées au sein de l'OMC soient cohérentes avec celles développées dans les autres OI, et vice versa.<sup>30</sup>

68. La Suisse a reconnu l'importance du rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, publié sous l'égide de l'*Organisation Internationale du travail (OIT)* en février 2004. La dimension sociale de la mondialisation constitue une priorité importante de la Suisse qui s'inscrit dans le cadre du suivi du Sommet social de Copenhague et du Sommet du Millénaire. Plus particulièrement, il s'agit d'assurer un suivi intégré au sein du système multilatéral en se fondant sur les recommandations du rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. La Suisse soutient les recommandations suivantes du rapport: l'intégration des aspects économiques, sociaux et environnementaux dans les politiques nationales et internationales de développement; la priorité donnée à une croissance globale, à l'investissement et à la création d'emplois, à la libéralisation des marchés au moyen de règles équitables, à la responsabilité primaire des États, à la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, et à plus de démocratie au sein des institutions financières et commerciales. La Suisse serait favorable à une analyse plus en profondeur des initiatives visant à élaborer progressivement des propositions de politiques intégrées qui, dans des domaines donnés, établiraient un juste équilibre entre l'économie, le social et l'environnemental. La première initiative pourrait viser la question de la croissance mondiale, de l'investissement et de la création d'emplois; les organes compétents des Nations Unies, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et l'OIT devraient y participer. Par ailleurs, la Suisse serait également favorable à l'examen d'autres initiatives telles que l'organisation de "dialogues pluripartites d'élaboration de politiques" ou la mise sur pied d'un "Forum sur la politique de la mondialisation". La mise en œuvre de la dimension sociale de la mondialisation constitue aussi une priorité pour la Suisse dans le cadre de la 59<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU. Les deux coprésidents de ladite Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation ont notamment indiqué qu'ils entendaient encourager, dans le cadre de cette Assemblée générale, une résolution demandant à tous les États membres, organisations et organes des Nations Unies, y compris l'ECOSOC, ainsi que d'autres acteurs relevant (notamment les institutions de Bretton Woods et l'OMC) de considérer le

---

<sup>30</sup> Cf. <http://www.seco.admin.ch/themen/arbeit/seiten/00067/index.html?lang=fr>.

rapport de la Commission mondiale et de faire part de leurs réactions lors de la 60<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale (2005).

## 2) DOMAINES DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

69. Le souci de renforcer mutuellement les politiques de réforme, de libéralisation et d'ouverture se retrouve également dans les diverses mesures de politique extérieure qui ont été prises par le gouvernement suisse au cours de la période sous revue.

### i) Relations entre la Suisse et l'UE

70. En matière *d'intégration européenne*, la Suisse entretient des relations étroites avec l'UE. Elles se concrétisent sur le plan contractuel comme suit : En 1972, les deux parties ont conclu un accord de libre-échange (pour des produits industriels). En 1999, sept accords bilatéraux dans les domaines de la libre circulation des personnes, des transports terrestres, du transport aérien, de l'agriculture, de la recherche, des obstacles techniques au commerce et des marchés publics ont été conclus. Ces accords sont en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002. Ils permettent à la Suisse, d'une part, d'ouvrir davantage son économie et d'améliorer son accès au marché de l'UE en complément à l'Accord de libre-échange de 1972 et, d'autre part, de renforcer l'"euro-compatibilité" des règles techniques de la législation économique nationale. Les expériences faites durant les deux premières années depuis l'entrée en vigueur sont prometteuses.

71. Au cours de 2004, la Suisse a conclu neuf accords supplémentaires avec l'UE afin de renforcer ses liens régionaux avec son principal partenaire économique.<sup>31</sup> Ces nouveaux accords concernent la coopération dans les domaines de la justice, de l'asile et de la migration (Schengen/Dublin), de la fiscalité de l'épargne, de la lutte contre la fraude, des produits agricoles transformés, de l'environnement, de la statistique, des médias, des pensions, de l'éducation, de la formation professionnelle et de la jeunesse. Ils marquent la continuation de la voie bilatérale sur laquelle la Suisse s'est engagée après le rejet de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) en 1992. Les différents accords devront encore faire l'objet d'une approbation parlementaire et en cas de référendum (facultatif) même d'une approbation populaire.<sup>32</sup>

72. Le Conseil fédéral présentera, au cours de la deuxième partie de la présente législature (2003-2007), un rapport faisant état des avantages et inconvénients de l'adhésion de la Suisse à l'UE. Sur la base de ce rapport, une large discussion sera menée. Celle-ci devrait permettre au Conseil fédéral de préciser les grandes lignes de sa politique vis-à-vis de l'UE pour les années à venir.

### ii) Accords de libre-échange

73. Dans le *domaine du libre-échange*, la Suisse et ses partenaires de l'AELE cherchent à étendre leurs réseaux d'accords. Un objectif important de la Suisse est de maintenir pour ses exportateurs des conditions d'accès aux marchés extérieurs équivalentes à celles de leurs concurrents. Conclure des accords de libre-échange est souvent le seul moyen disponible pour éliminer des discriminations d'exportations suisses résultant d'accords préférentiels conclus par des pays tiers. La politique préférentielle de la Suisse et des pays de l'AELE n'a pas pour objectif de se substituer à une libéralisation des échanges au niveau mondial. Elle est complémentaire par rapport à l'engagement de la Suisse dans le processus de l'OMC.

<sup>31</sup> Au premier semestre de 2004, 63,3 pour cent des exportations et 83,4 pour cent des importations suisses ont été effectuées avec l'UE(25).

<sup>32</sup> Bilatérales II – Textes officiels, Cf. <http://www.europa.admin.ch/nbv/off/f/index.htm>.

74. La tendance croissante, au niveau mondial, à conclure des accords préférentiels régionaux et suprarégionaux persiste. Par conséquent, les pays de l'AELE, dont la Suisse, continueront d'élargir leur réseau d'accords de libre-échange. Les accords des États de l'AELE incluent de plus en plus des domaines au-delà du commerce des marchandises et de la protection de la propriété intellectuelle, tels que le commerce des services, les investissements et les marchés publics.

75. À ce jour, les États de l'AELE ont conclu des accords de libre-échange avec 13 partenaires: Turquie, Israël, Roumanie, Bulgarie, Maroc, Autorité palestinienne, Macédoine, Mexique, Croatie, Jordanie, Singapour, Chili et Liban. La Suisse a en outre conclu des accords de libre-échange bilatéraux avec la Communauté européenne et les îles Féroé.

76. L'élargissement de l'UE à 25 pays le 1<sup>er</sup> mai 2004 a entraîné la fin simultanée des accords de libre-échange avec huit des nouveaux membres de l'UE, soit avec l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque. Les relations de libre-échange établies entre la Suisse et ces pays seront néanmoins maintenues sur la base de l'accord de libre-échange conclu en 1972 entre la Suisse et la Communauté européenne et d'autres accords bilatéraux pertinents.

77. Des négociations sont actuellement en cours entre les États de l'AELE et la Tunisie, l'Égypte, le SACU (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland) et le Canada. Des travaux exploratoires en vue de négocier des accords de libre-échange sont en cours avec la Corée du Sud et la Thaïlande. Les États de l'AELE ont signé des Déclarations de coopération avec l'Albanie, l'Algérie, les États du Conseil de coopération du Golfe arabe, les États du MERCOSUR, la Serbie-et-Monténégro et l'Ukraine. En outre, la Suisse et les États de l'AELE suivent attentivement la situation à l'égard d'autres partenaires de libre-échange potentiels.

### iii) Relations internes AELE/Convention de Stockholm

78. Un accord amendant la Convention instituant l'AELE (Convention de Stockholm de 1960) a été signé à Vaduz le 21 juin 2001 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002. Par cet accord, le niveau de coopération entre la Suisse et les autres États de l'AELE est désormais comparable à celui instauré entre la Suisse et l'UE par les accords sectoriels bilatéraux de 1999 (à l'exception de l'accord sur la recherche scientifique). La Convention est en outre complétée par des dispositions couvrant notamment les services, les mouvements de capitaux et la protection des droits de propriété intellectuelle.

### iv) Coopération avec les pays en développement et en transition

79. La Suisse, qui a été l'un des premiers bailleurs de fonds à lancer des *programmes de coopération commerciale*, par exemple à travers l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI)<sup>33</sup>, se trouve dans une position favorable pour faire face aux engagements de Doha. Sa réponse à ce programme de travail, qui place les besoins des pays en développement au centre des négociations, est celle d'une *politique commerciale cohérente avec la politique de développement*, qui influence à la fois sa position dans la négociation des accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux et son programme de coopération technique en matière commerciale. À cet effet, la Suisse a renforcé et davantage ciblé sa coopération commerciale

---

<sup>33</sup> L'ACICI a pour mission d'aider les pays en développement ou en transition les moins favorisés à participer de manière plus active aux travaux et aux négociations de l'OMC. Elle fournit une assistance personnalisée à propos des questions commerciales internationales de même que des informations spécifiques sur des sujets qui intéressent directement les pays les moins favorisés. Ses services sont également destinés aux pays qui ne disposent pas d'une représentation à Genève.

existante – la politique commerciale, l'efficacité commerciale, l'accès au marché, les aspects environnementaux et sociaux liés au commerce, et les produits agricoles de base – tout en l'élargissant à de nouveaux thèmes (la propriété intellectuelle, la transparence des marchés publics, la promotion de la concurrence, les standards). Mais la Suisse a surtout créé une *unité chargée de l'examen de la cohérence de ces deux politiques*. C'est un groupe interministériel dont les tâches principales consistent à analyser les demandes commerciales des pays en développement, en particulier des plus vulnérables d'entre eux, et à intégrer les principes de bonne politique de développement dans les positions de négociation commerciale.

a) Coopération en matière de politique commerciale

80. La Suisse a consciemment cherché à rapprocher son programme de travail des défis lancés par le programme de travail de Doha. Pour cela, elle travaille à la fois sur le plan multilatéral et bilatéral.

81. Afin de *renforcer les capacités nationales en matière de politique commerciale dans les pays partenaires*, la Suisse a entrepris d'élargir son champ d'action, notamment dans les domaines de la propriété intellectuelle, de la transparence des marchés publics, du droit de la concurrence et des standards. Ces domaines complexes, qui ont pris une importance particulière depuis la réunion de Doha, constituent aujourd'hui un enjeu majeur pour les pays en développement (par exemple le commerce des ressources biologiques que la Suisse soutient à travers l'initiative Biotrade de la CNUCED, mais aussi grâce à des projets bilatéraux). Une approche thématique devrait permettre d'intervenir en profondeur afin d'aider les pays en question à formuler leurs politiques commerciales et à mettre en œuvre les réformes nécessaires. Elle implique la participation non seulement des acteurs gouvernementaux mais également du secteur privé, de la société civile et des milieux académiques. À cet égard, un projet pilote de création d'un centre d'excellence en matière de droit commercial en Afrique australe (Trade Law Centre) a été réalisé. Selon les résultats et les possibilités, ce type de projet pourrait être réalisé dans d'autres régions et bénéficier plus largement aux PMA.

82. Un autre exemple se rapporte à la *promotion des exportations*, complément indispensable aux revendications d'accès aux marchés des pays développés retenues dans la Déclaration de Doha. En effet, les pays en développement font face à des restrictions internes au commerce qui se traduisent par des coûts de transactions élevés et, partant, qui réduisent leur compétitivité sur le marché mondial. Les mesures de coopération économique suisses visent, d'une part, à créer des conditions-cadre internes plus propices au commerce et, d'autre part, à réduire les coûts des transactions et donc à améliorer la compétitivité notamment des PME sur le marché international. Les mesures envisagées se situent à trois niveaux: amélioration des conditions-cadre pour le commerce (par l'appui aux réformes des administrations douanières ou par le soutien à la création de services indépendants de certification, d'accréditation et de contrôle, par exemple des conditions sanitaires et phytosanitaires des produits pour l'exploitation), appui aux associations professionnelles, renforcement des capacités d'exportation et développement du commerce électronique.

83. La Suisse a également renforcé son *programme sur des thèmes horizontaux* comme le conseil et l'expertise destiné aux responsables gouvernementaux chargés des questions de commerce extérieur dans un certain nombre de pays partenaires. Un accent particulier est placé sur les procédures d'accession, la mise en œuvre des règles de l'OMC, les négociations et l'intégration commerciale régionale. En faveur des pays déjà Membres, la Suisse poursuit son soutien à l'initiative multilatérale du Cadre intégré (Integrated Framework) qui vise à intégrer la composante commerce dans les plans nationaux de réduction de la pauvreté et à renforcer les capacités nationales en matière de politique commerciale de façon coordonnée.

84. La Suisse débourse approximativement 40 millions de FS par an pour ses programmes de coopération commerciale.

b) Une politique commerciale cohérente avec la politique de développement

85. Le but de la coopération économique suisse est *l'intégration progressive des pays en développement, notamment des moins avancés, dans le système commercial global*. Afin de mieux servir cet objectif, la Suisse poursuit la révision de son système de préférences tarifaires tout en tenant compte des objectifs de sa politique agricole.<sup>34</sup> Compte tenu des difficultés que rencontrent les pays en développement et notamment les PMA à travers l'érosion des préférences et le cadre des règles d'origine, la Suisse examine s'il est souhaitable de mieux cibler son système de préférences sur des pays dont la compétitivité économique en dépend, de réformer les règles d'origine et de promouvoir des "best practices" multilatérales à l'égard des systèmes de préférences.

86. Ce genre de regard sur la *politique commerciale* s'inscrit dans la *logique de la cohérence* entre cette dernière et la *politique de développement*. Dans cette même logique, la Suisse scrute l'impact de ses positions de négociation sur le développement économique des pays en développement. *Commerce et développement* ne doivent pas nécessairement se heurter. Certaines politiques sont neutres; d'autres sont favorables au développement, sans pour autant enfreindre des intérêts commerciaux (par exemple, s'engager pour une libéralisation progressive mais ambitieuse du mouvement temporaire des personnes pour la prestation de services). Toutefois, il y a également des domaines où les intérêts commerciaux et de développement s'opposent. Dans ces cas, la Suisse s'efforce de trouver des alternatives destinées à estomper ces effets contraires. Comme, par exemple, le programme de réforme de l'agriculture suisse ne permet pas une ouverture rapide du marché, la Suisse s'engage en priorité en faveur de la réduction des subventions à l'exportation, d'une aide alimentaire qui n'est plus motivée par des considérations visant à éliminer des surplus agricoles et d'une réduction substantielle de la progression tarifaire dans l'industrie alimentaire. À cet effet, la Suisse a mandaté des études internes qui examinent de manière critique la présence d'une progression et de pics tarifaires ainsi que les méthodes d'administration des contingents et leurs impacts potentiels sur les exportations des pays en développement. L'examen et la discussion de ces études permettront de peaufiner la position de négociation de la Suisse.

87. Dans cette optique de cohérence, la Suisse cherche aussi des solutions novatrices pour pouvoir proposer une formule de réduction tarifaire pour les produits industriels qui tienne compte du niveau et du potentiel de développement commercial d'un Membre de l'OMC. Par ailleurs, la Suisse réfléchit à la manière de pallier aux difficultés que les pays en développement éprouvent à répondre à de nouvelles disciplines en matière de facilitation des échanges en liant ces efforts à une assistance technique spécifique accrue.

88. Un autre volet central de réflexions est dédié aux questions de *traitement spécial et différencié (S&D)* où la Suisse essaie d'introduire une approche plus systémique de la question dans les discussions à l'OMC. Le but est de mieux cibler ce traitement favorable au développement sur les pays qui en ont le plus grand besoin, par exemple en développant des critères qui permettront de tenir compte du niveau de développement dans le S&D. De plus, la Suisse propose un mécanisme pour accompagner la transition vers l'adhésion à des accords techniques. Ce "monitoring" consisterait à appuyer les pays dans la mise en place des institutions nécessaires. Entre autres, des missions techniques examineraient périodiquement, ensemble avec les autorités, la qualité et l'efficacité de l'assistance technique fournie ainsi que les mesures prises au plan national. La date d'entrée en

---

<sup>34</sup> La deuxième de trois étapes du système de préférences – zéro tarifs, zéro quotas – destiné aux PMA, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2004, réduit les tarifs de 55 pour cent à 75 pour cent par rapport au taux normal. La troisième étape sera soumise au Parlement en 2006.



vigueur des obligations deviendra ainsi fonction d'une validation faite par les Membres de l'organisation en accord avec le pays concerné.

89. Le travail de cohérence est un *travail de longue haleine*. C'est un processus lent et difficile qui présuppose un soutien officiel du gouvernement concerné. Après deux ans d'expérience, la Suisse est prête à poursuivre son engagement pour la cohérence.

**v) Mesures douanières**

90. Dans le domaine de l'enregistrement, de la documentation et des procédures douanières, deux mesures sont intervenues depuis 2000. Premièrement, conformément à ses obligations sous la Convention sur le Système harmonisé, la Suisse a mis en œuvre les changements SH 2002 au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et soumis à l'OMC sa liste de concessions amendée en conséquence pour vérification et certification. Deuxièmement, des allègements et des simplifications plus conséquents ont été introduits par l'adoption au 1<sup>er</sup> mars 2002 de deux ordonnances: l'une du Conseil fédéral concernant les allègements en matière de redevances dans le trafic des voyageurs (Ordonnance sur le trafic des voyageurs) et l'autre du Département fédéral des finances sur le tarif pour le trafic des voyageurs. La simplification la plus significative est l'application d'une franchise-valeur unique de 300 FS par personne et par jour sur toutes les marchandises, exceptés les boissons alcooliques et les tabacs manufacturés faisant l'objet de franchises quantitatives particulières, ainsi que les produits agricoles contingentés importés dans des quantités passibles de droits de douane. Cette modification a rendu caduque la distinction entre le trafic frontière et le trafic des voyageurs. Ainsi, le domicile du voyageur ne joue plus aucun rôle pour l'octroi de la franchise-valeur et des franchises quantitatives.

**vi) Règles et disciplines**

91. Dans les enceintes multilatérales, la Suisse recherche une adaptation constante des *règles* et des *disciplines* pour permettre aux gouvernements de relever les défis de la globalisation. C'est dans cet esprit que s'inscrivent ses efforts en faveur d'un cycle de négociations multilatérales avec un programme de négociation assez large pour satisfaire l'ensemble des 148 Membres de l'OMC.

92. C'est aussi dans cette logique que la Suisse a, dans le cadre du différend sur l'acier avec les États-Unis, participé pour la première fois comme plaignante à un panel de l'OMC et à une procédure de l'Organe d'appel (WT/DS253/AB/R). Avec les sept autres coplaignants, la Suisse a contesté avec succès les mesures de sauvegarde américaines qui avaient été imposées le 20 mars 2002 sur 10 groupes de produits sidérurgiques en prenant la forme de tarifs supplémentaires allant jusqu'à 30 pour cent. Une semaine avant l'adoption du rapport de l'Organe d'appel par l'Organe de règlement des différends de l'OMC, les États-Unis ont mis fin le 4 décembre 2003 aux mesures qui ont été trouvées être incompatibles avec l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes.

**vii) Promotion des exportations**

93. Établi dans le cadre de la Loi fédérale sur les garanties contre les risques à l'exportation, le système suisse de la garantie des risques à l'exportation (GRE) vise à créer et à sauvegarder des opportunités d'emploi en Suisse en encourageant le commerce extérieur entre autres au moyen d'une diversification des marchés d'exportation. La GRE assure les risques politiques et de transfert, les risques commerciaux et ceux de prélivraison. Jusqu'à récemment, seuls les risques commerciaux pouvaient être couverts lorsque les acheteurs étaient publics ou paraétatiques, de même lorsqu'il s'agissait de services publics. Les risques commerciaux du secteur privé ne pouvaient en revanche être couverts que si une banque approuvée par la GRE fournissait une garantie. Bien que les autorités suisses demeurent de l'avis que la couverture des risques commerciaux devrait être laissée aux acteurs du marché, elles ont dû se rendre à l'évidence que la plupart des autres pays industrialisés avaient

introduit la couverture de ces risques dans leur propre régime de garantie des risques à l'exportation. Cette évolution faisait aussi suite à une tendance croissante à la privatisation d'activités précédemment du ressort du secteur public, tant dans les pays en développement qu'en transition. Pour éviter que les entreprises d'exportation suisses ne soient systématiquement désavantagées par rapport à leurs concurrents étrangers, une nouvelle législation a été préparée avec pour objectif d'étendre entre autres la couverture de la GRE aux acheteurs privés. Elle a passé en 2004 le cap de la consultation publique et se trouve en cours de soumission au Parlement.<sup>35</sup>

94. Enfin, en 2000, un amendement législatif a été conçu afin d'améliorer les possibilités pour le promoteur officiel des exportations (Osec Business Network Switzerland) de développer la capacité d'exportation des PME. En fournissant de l'information, du conseil et des contacts, l'Osec répond aux besoins spécifiques des PME qui, du fait de leurs petites dimensions, ne sont pas toujours en mesure de rechercher elles-mêmes toute l'information nécessaire sur les marchés potentiels. Les activités de l'Osec ont à nouveau fait l'objet d'un débat parlementaire en 2003. Les points de discussion ont porté sur le risque d'une violation du principe de subsidiarité par rapport à l'offre du marché privé qui s'applique à l'ensemble des services de l'Osec, à travers la concurrence entre Osec et fournisseurs du secteur privé.<sup>36</sup> Un autre point en rapport avec cette question était le risque de subventionnement croisé entre les services de l'Osec subventionnés par le gouvernement (exigé par la loi), et ses propres services de secteur privé (permis par la loi).

#### **IV. POSITION DE LA SUISSE DANS LE CYCLE DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES DE DOHA**

##### **1) APPROCHE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE POLITIQUE COMMERCIALE**

95. Une politique d'ouverture et de libéralisation progressive des échanges extérieurs constitue l'autre facette des efforts poursuivis par le gouvernement suisse en matière de réformes structurelles pour renforcer la croissance économique. Cette ouverture constitue en effet une opportunité bienvenue de développement pour les secteurs économiques les plus dynamiques. La croissance économique additionnelle qui en résulte tend également à faciliter les ajustements structurels nécessaires qui se révéleraient plus difficiles encore dans des conditions économiques moins favorables. Traditionnellement, dans l'industrie et dans de nombreux services, la Suisse a pratiqué une politique d'ouverture. Les performances de ces secteurs et le niveau de vie atteint montrent que cette politique a généralement réussi. La compétitivité extérieure n'est cependant jamais définitivement acquise. Il convient donc de maintenir les efforts d'ouverture et de libéralisation. En même temps, pour d'autres secteurs de l'économie, plus fragiles, l'ouverture et la libéralisation nécessaires doivent intervenir à un rythme supportable. Une approche différenciée est donc requise.

96. La tendance à l'accélération de la globalisation qui découle de cette interdépendance accrue recèle à la fois des chances et des défis pour toutes les parties prenantes au commerce international. Pour que les chances prédominent, il convient que la libéralisation progressive des échanges puisse être encadrée par des règles internationales qui soient appliquées correctement par tous. C'est particulièrement important pour les petits pays qui sont souvent plus fragiles du fait de leur forte dépendance du commerce extérieur. La Suisse ne fait là pas exception. Cela implique par conséquent un accroissement de la coopération multilatérale et le renforcement de ses institutions. Dans ce

<sup>35</sup> [http://www.seco.admin.ch/imperia/md/content/publikationenundformulare/lasre\\_fr.pdf?PHPSESSID=31cf0f3e621606969def6a1a2ea46251](http://www.seco.admin.ch/imperia/md/content/publikationenundformulare/lasre_fr.pdf?PHPSESSID=31cf0f3e621606969def6a1a2ea46251).

<sup>36</sup> *Rapport sur la politique économique extérieure 2003 et Message concernant des accords économiques internationaux du 14 janvier 2004*. Cf. <http://www.admin.ch/ch/f/ff/2004/257.pdf>. <http://www.admin.ch/ch/f/ff/2004/257.pdf>.

contexte, le gouvernement suisse considère qu'un rôle essentiel doit être dévolu à l'OMC dans les domaines de la libéralisation progressive des échanges internationaux, de l'établissement de règles, des droits et obligations régissant le commerce international ainsi que du règlement des différends. Enfin, il est nécessaire aussi de renforcer le système commercial mondial en y intégrant mieux les pays en développement, les pays en transition et les PMA.

97. Compte tenu de l'importance que les échanges internationaux ont joué historiquement dans le développement de l'économie suisse, le gouvernement suisse est profondément attaché à un système commercial multilatéral ouvert. Si la Suisse participe également à divers accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux, c'est qu'elle considère ces derniers comme un moyen complémentaire pour accélérer la libéralisation des échanges sur le plan international. En revanche, ils ne peuvent en aucun cas constituer un substitut au système commercial multilatéral. Devant la tendance croissante à la régionalisation des échanges, la Suisse considère le renforcement du système commercial multilatéral comme une priorité.

## 2) LA SUISSE ET LE PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT

98. La Suisse entend continuer de soutenir très activement la poursuite des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Ces dernières ne doivent pas seulement couvrir l'accès au marché mais viser également au renforcement des règles commerciales existantes et à l'introduction de nouvelles, promouvoir la cohérence entre le système commercial multilatéral et d'autres politiques telles que l'environnement ou le développement. Compte tenu de l'importance qu'elle attache à une issue favorable de ces négociations, la Suisse a clairement défini ses objectifs pour chacune des négociations spécifiques du Cycle de Doha qui peuvent être résumés comme suit:

99. En matière d'*accès au marché non agricole*, la Suisse cherche à obtenir un meilleur accès aux autres marchés (il s'agit notamment de ceux des pays émergents en dehors de l'Europe avec lesquels la Suisse n'a pas d'accords de libre-échange). La Suisse considère qu'une formule ambitieuse complétée par des sectorielles ainsi que des négociations sur les barrières non tarifaires doivent être développées sur la base de l'accord-cadre du 1<sup>er</sup> août 2004.

100. Dans les *services*, la Suisse s'est beaucoup engagée en faveur d'une amélioration de l'accès au marché et elle a soumis son offre initiale en avril 2003. L'offre initiale de la Suisse couvre des engagements horizontaux, les services professionnels, les services postaux, les services de télécommunication, les services liés à la construction, les services en matière d'éducation, le tourisme ainsi que les services de transports maritimes, aérien et routier. Le Conseil Fédéral a, dans ce contexte, confirmé son engagement à appliquer le principe de non-exclusion à priori de quelque secteur ou mode que ce soit de la négociation au titre de l'AGCS. La Suisse examine par conséquent toutes les demandes qu'elle a reçues. La Suisse examine en particulier les requêtes qui soutiennent sa politique de croissance ainsi que les possibilités d'accroître l'accès au marché et le traitement national. Pour ce qui est des services publics, la Suisse ne prend pas d'engagement incompatible avec ses législations (fédérale et cantonales) en vigueur. Les requêtes de la Suisse aux autres Membres se concentrent prioritairement sur des services sophistiqués à haute valeur ajoutée et sur des services qui sont utilisés comme intrants par d'autres entreprises. Ses requêtes tiennent pleinement compte aussi de l'importance des marchés et du niveau de développement des Membres. La Suisse défend la poursuite sans interruption de négociations de services de haute qualité. Elle entend d'ailleurs soumettre une offre révisée en mai 2005.

101. La Suisse a un intérêt systémique dans le *renforcement des règles de l'OMC*. Elle considère en effet que les règles doivent être ajustées régulièrement pour refléter les développements intervenus

dans l'économie mondiale. Par ailleurs, il convient de procéder à l'examen des incohérences pouvant exister entre les diverses règles en vigueur. Concernant les règles actuellement en négociation, il convient de rappeler que la Suisse n'applique ni droits antidumping ni mesures compensatoires. En revanche, elle est favorable à un renforcement des règles dans ces domaines afin de prévenir les effets abusifs de ces mesures. La Suisse préconise également une clarification des règles concernant les unions douanières et les accords de libre-échange afin d'accroître la sécurité et la transparence et d'assurer la compatibilité et le soutien réciproque entre accords commerciaux régionaux et système commercial multilatéral.

102. Pour ce qui est des "*questions de Singapour*", la Suisse se félicite que les Membres aient décidé à l'occasion de la Décision prise par le Conseil Général du 1<sup>er</sup> août 2004 de lancer les négociations sur la *facilitation des échanges* qui représente une demande majeure des milieux économiques suisses. La Suisse en attend des procédures douanières simplifiées et plus coulantes. Il devrait en résulter des gains d'efficacité considérables par la réduction des coûts de transaction dont bénéficieront l'ensemble des économies. La Suisse regrette toutefois que le *lien entre commerce et investissement*, l'*interaction du commerce et de la politique de concurrence* et la *transparence des marchés publics* pourtant mentionnés dans les paragraphes 20 à 22, 23 à 25 et 26 respectivement de la Déclaration de Doha ne fassent pas partie du programme de négociation. La Suisse entend s'engager fermement afin que ces thèmes continuent de faire l'objet de travaux dans le cadre de l'OMC même si ce n'est pas dans le cadre des négociations de Doha. L'OMC risque sinon de tomber dans l'obsolescence si elle ne parvient pas à suivre l'évolution rapide du commerce et des investissements dans l'économie mondiale.

103. Dans le domaine de l'*agriculture*, la Suisse entend poursuivre les réformes de sa politique agricole (Cf. § 41 à 44). Comme les autres membres du G-10, la Suisse recherche un accord qui, en plus de la poursuite d'une libéralisation progressive de l'accès au marché et d'une réduction graduelle du soutien interne source de distorsions commerciales et de l'élimination de tous les instruments à effet de subventions à l'exportation, prenne également en compte les aspects non commerciaux de l'agriculture. Il s'agit de la sécurité des aliments, de la protection de l'environnement et de la protection du paysage, du bien-être animal, de l'information des consommateurs sur les méthodes de production et de la protection des indications géographiques. Le processus de libéralisation entraîne des pressions économiques additionnelles pour les paysans dans les pays du G-10. C'est pourquoi, la Suisse demande que les modalités autorisent une allure dans les réformes qui puisse être soutenue et permette suffisamment de flexibilité. Dans ce contexte, la Suisse se félicite que les Membres de l'OMC reconnaissent explicitement dans le cadre de négociation la nécessité de prendre en compte les produits sensibles.

104. En matière d'*indications géographiques*, la Suisse recherche l'extension de la protection additionnelle que l'accord ADPIC réserve actuellement uniquement aux vins et spiritueux à tous les produits (agricoles et industriels), ainsi que la création d'un registre multilatéral pour les vins et les spiritueux, avec effet juridique.

105. Dans le domaine du *commerce et de l'environnement*, la Suisse a participé activement ces quatre dernières années aux travaux du Comité de l'OMC sur le commerce et l'environnement en Session spéciale (CTESS) ainsi qu'à ceux du Comité sur le commerce et l'environnement (CTE) en soumettant plusieurs documents sur les thèmes en discussion. Une des priorités de la Suisse a été de clarifier le lien entre les dispositions de l'OMC et les accords multilatéraux sur l'environnement afin d'assurer la cohérence entre les deux systèmes en cas de différend. En outre, la Suisse vise également à parvenir à un traitement plus favorable des biens environnementaux.

106. La Suisse participe activement dans les négociations visant à améliorer le *mécanisme de règlement des différends*. Notamment pour les Membres petits et moyens de l'OMC, le mécanisme de règlement des différends représente la garantie de la prééminence du droit sur la puissance et l'assurance que les engagements qui ont été pris seront respectés. Une amélioration de ces règles représente donc un intérêt systémique majeur pour la Suisse.

107. Pour ce qui est du *traitement spécial et différencié (S&D)*, la Suisse considère que les dispositions S&D devraient être mieux adaptées aux besoins de groupes spécifiques de pays en développement: les pays les moins avancés et les pays avec des structures économiques similaires devraient tirer plus d'avantages que les pays en développement plus avancés. À cet effet, et pour rendre le système transparent et prévisible, un système de critères objectifs et pertinents d'un point de vue commercial devrait être développé. De plus, un système de surveillance prenant en compte les spécificités des pays devrait être établi afin d'optimiser les avantages qu'un pays donné peut tirer des dispositions S&D et du système commercial multilatéral dans son ensemble.

108. La Suisse soutient l'"*Initiative coton*" lancée par des pays africains de l'Ouest en 2003, et propose une action triple: premièrement, les organisations pertinentes devraient œuvrer en faveur d'un allègement des problèmes de court terme des pays concernés par la modernisation et la restructuration du secteur du coton y compris dans des domaines tels que les crédits aux petits producteurs, la gestion de la qualité et l'infrastructure de transport; deuxièmement, les Membres de l'OMC devraient accorder l'accès hors taxe et sans quota pour le coton et les produits du coton des pays les plus pauvres et réduire substantiellement les niveaux de soutien domestique entraînant des distorsions dans le domaine du coton en particulier et éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation en tant que partie intégrante des négociations agricoles; enfin, troisièmement, dans le cas où les négociations agricoles ne permettraient pas d'atteindre le résultat désiré sur le coton, des mesures spécialement adaptées devraient être trouvées.

109. La Suisse entend participer activement à la *définition des modalités*, aux négociations sur la facilitation des échanges ainsi qu'à la poursuite de celles portant sur tous les autres domaines de la négociation durant la prochaine phase des négociations du Cycle de Doha. L'OMC fait face à de grands défis: la globalisation des relations inter et intra-entreprises et la croissance très rapide des marchés exigent un développement correspondant des règles du commerce international. C'est pourquoi, la Suisse considère que les résultats de la négociation ne devront pas seulement fixer des chiffres mais aussi établir des règles qui soient appliquées correctement par toutes les parties prenantes au commerce international. La Suisse souhaite aussi davantage de transparence durant les négociations elles-mêmes. L'ensemble des sensibilités représentées parmi les 148 Membres de l'OMC devra pouvoir s'exprimer pour qu'en fin de compte chacun puisse déclarer son "ownership" par rapport à des résultats qui devront être équilibrés. Cela signifie aussi que les efforts devront être redoublés pour parvenir à un meilleur dialogue avec les parlements et entre parlements, avec les ONG et entre les ONG. Des progrès significatifs sur ce plan sont indispensables pour la réalisation des objectifs de la politique commerciale actuelle dans son ensemble.

## RÉFÉRENCES

Banque nationale suisse, *Bulletin trimestriel*, Zurich.

Conseil fédéral suisse, *Rapport sur la politique économique extérieure 2000 et Messages concernant des accords économiques internationaux*, OFCL, Berne, 10 janvier 2001, 263 pages.

Conseil fédéral suisse, *Rapport sur la politique économique extérieure 2001 et Messages concernant des accords économiques internationaux*, OFCL, Berne, 9 janvier 2002, 432 pages.

Conseil fédéral suisse, *Rapport sur la politique économique extérieure 2002 et Messages concernant des accords économiques internationaux*, OFCL, Berne, 15 janvier 2003, 121 pages.

Conseil fédéral suisse, *Rapport sur la politique économique extérieure 2003 et Messages concernant des accords économiques internationaux*, OFCL, Berne, 14 janvier 2004, 112 pages.

Département fédéral de l'économie, *Le rapport sur la croissance*, Grundlagen der Wirtschaftspolitik Nr. 3F, Berne, 2002.

Département fédéral des finances, *Les finances publiques 2004: Confédération, cantons, communes*, Berne, 2004.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2000*, Berne, 2000.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2001*, Berne, 2001.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2002*, Berne, 2002.

Office fédéral de l'agriculture, *Rapport agricole 2003*, Berne, 2003.

## RAPPORT DU LIECHTENSTEIN

### I. INTRODUCTION

1. Depuis le premier examen des politiques commerciales de la Suisse et du Liechtenstein par l'OMC en 2000, on peut dire que le développement du Liechtenstein se caractérise par un processus de consolidation. Au cours de la période 1995-2000, le Liechtenstein est devenu membre de l'Espace économique européen (EEE)<sup>37</sup> et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et il a signé l'Accord de l'OMC sur les marchés publics. Ces initiatives l'ont amené à procéder à des ajustements de grande ampleur sur les plans juridique et organisationnel. Depuis 2000, il s'emploie à parfaire et parachever ces ajustements.

2. Le Liechtenstein est fortement tributaire de ses relations extérieures. Ses relations économiques extérieures sont exceptionnellement développées: pratiquement toutes les matières premières et les demi-produits doivent être achetés à l'étranger; une part appréciable de la valeur ajoutée du secteur de l'industrie et des services revient aux consommateurs à l'étranger; le Liechtenstein emploie pratiquement autant de travailleurs frontaliers que de résidents (le rapport est de 0,9:1) et, en outre, les étudiants liechtensteinois font leurs études supérieures principalement à l'étranger. Par conséquent, les agents économiques du Liechtenstein n'ont que des avantages à retirer d'un accès à des marchés libéralisés. Dans le même temps, le gouvernement doit trouver un équilibre entre la poursuite de la libéralisation du marché intérieur et la nécessité de tenir compte de la spécificité du pays due à l'exiguïté de son territoire, à ses ressources humaines et naturelles limitées et au pourcentage extrêmement élevé (66 pour cent) d'étrangers dans la population active.

### II. ENVIRONNEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE

3. Pour s'aligner sur les normes internationales et en particulier les normes de l'EEE, le Liechtenstein a commencé dans la deuxième moitié des années 90 à libéraliser les services postaux, les services de télécommunications et les services de transport. Entre 2000 et 2004, ce processus de libéralisation s'est poursuivi et les structures ont été adaptées et optimisées. En outre, les premières mesures de libéralisation en vue de la privatisation des secteurs du gaz et de l'électricité ont été approuvées par le Parlement.

4. Des efforts importants ont été faits pour élaborer de nouvelles lois et améliorer la législation en vigueur dans le secteur des services financiers en vue d'observer les normes internationales. L'accent a été mis en particulier sur le contrôle des services financiers (voir plus loin).

#### 1) CROISSANCE ÉCONOMIQUE

5. Entre 2000 et 2004, les résultats en matière de croissance des années précédentes n'ont pu être réédités. Les indicateurs économiques montrent que le pays a traversé une période de stagnation, mais à partir de 2003 l'économie du Liechtenstein a amorcé une reprise. Le PIB a augmenté, passant de 4 002 millions de francs suisses (FS) en 1999 à 4 195 millions de FS en 2000 et à 4 205 millions de FS en 2001. Entre 2000 et 2001, le pays a enregistré une forte contraction de son PNB (-8 pour cent) et de son revenu national (-9,6 pour cent). La population active totale est passée de 26 797 (2000) à 29 055 (2003). Les exportations de produits industriels<sup>38</sup> sont tombées de 4 622 millions de

<sup>37</sup> Voir les explications données dans la section III 2).

<sup>38</sup> En ne comptabilisant que les entreprises qui sont membres de la Chambre de commerce et d'industrie du Liechtenstein.

FS en 2000 à 4 422 millions de FS en 2001 et à 4 294 millions de FS en 2002, mais ont progressé à nouveau, de 8,2 pour cent, pour atteindre 4 646 millions de FS en 2003. La part des exportations vers la Suisse s'est maintenue aux alentours de 12 pour cent des exportations totales. En 2003, les exportations vers les pays membres de l'EEE ont progressé de plus de 10 pour cent, atteignant 1 816 millions de FS (43 pour cent des exportations totales). Les exportations vers les autres pays (44 pour cent de la totalité des exportations) ont augmenté elles aussi, de 9 pour cent. Les principaux pays destinataires ont été les États-Unis (641,9 millions de FS), l'Allemagne (596,5 millions de FS) et la Suisse (595,2 millions de FS). Dans le groupe des pays asiatiques, Taiwan est la principale destination des exportations, devant Hong Kong et le Japon. En 2003, le secteur exportateur du Liechtenstein n'a pas créé d'emplois nouveaux dans le pays mais il a ouvert 18 filiales à l'étranger. Le nombre de salariés employés à l'étranger par les 195 filiales du secteur exportateur du Liechtenstein est passé de 23 611 à 26 873.

6. Le bilan total des 16 banques du Liechtenstein est tombé de 36 964 millions de FS en 2000 à 34 788 millions de FS en 2001 et à 32 665 millions de FS en 2002. En 2003, il a augmenté de nouveau pour atteindre 34 908 millions de FS. Le bénéfice net des banques et les avoirs de clients dont elles assurent la gestion ont connu une évolution similaire pendant les années considérées.

7. Le Liechtenstein a le même taux d'inflation que la Suisse (2000: 1,6 pour cent, 2001: 1,0 pour cent, 2002: 0,6 pour cent, 2003: 0,6 pour cent). Les taux d'intérêt sont restés stables avec de légers tassements. Aucun chiffre n'est disponible sur la consommation ou l'investissement privés. Le taux de chômage au Liechtenstein est traditionnellement très bas, le chiffre le plus haut enregistré jusqu'à présent étant de 2,4 pour cent (2004).

8. L'évolution du budget national du Liechtenstein entre 2000 et 2003 a été déterminée par plusieurs facteurs, y compris les performances des places boursières, qui ont eu une incidence sur les réserves de capitaux. Les dépenses courantes ont fait un bond, passant de 596 millions de FS en 2000 à 664 millions de FS en 2003. Les recettes fiscales ont régulièrement augmenté jusqu'en 2001, mais elles se sont tassées les deux années suivantes. Le revenu global de l'État est tombé de 829 millions de FS en 2000 à 794 millions de FS en 2003. Pendant cette période, les dépenses courantes ont été affectées par des pertes de change sur les actifs de réserve (gérés par des gestionnaires extérieurs). En 2002, le budget national du Liechtenstein a été négatif pour la première fois depuis de nombreuses années (-47 millions de FS et -57 millions de FS pour le budget ordinaire et le budget global, respectivement). Les "capitaux propres" se maintiennent à un niveau constant de 1,7 milliard de FS. En 2003 et 2004, le gouvernement a proposé plusieurs mesures visant à réduire les dépenses et il a également modifié les critères (de gestion) de sa politique d'investissement.

## **2) LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

9. L'économie très industrialisée du Liechtenstein se caractérise par une large diversification des secteurs, des entreprises et des produits. La valeur ajoutée moyenne est très élevée, grâce à la recherche-développement, aux ressources humaines hautement qualifiées, à la vaste gamme de produits de haute technologie et produits créneaux, à la forte vocation exportatrice et au secteur des services financiers extrêmement développé.

10. Les chiffres de l'emploi sont extraordinairement élevés au Liechtenstein. Pour une population de 34 000 habitants, on dénombre 29 000 emplois. Ce niveau considérable d'emploi s'explique par le fait que le nombre de frontaliers qui entrent chaque jour au Liechtenstein est beaucoup plus élevé que le nombre de migrants journaliers qui en sortent. Quelque 13 000 personnes habitant la région (Autriche, Suisse et Allemagne) font la navette quotidiennement pour travailler au Liechtenstein. Ils représentent environ 45 pour cent de la main-d'œuvre totale. Au 31 décembre 2003, la répartition des



emplois était la suivante: 53,7 pour cent dans le commerce et les services, 45 pour cent dans l'industrie et le secteur manufacturier et 1,3 pour cent dans l'agriculture et la sylviculture. Par comparaison avec les autres pays, la part très faible représentée par ces dernières est frappante, tout comme la part relativement élevée du secteur manufacturier. Le secteur des services est considérablement plus réduit que dans d'autres pays européens.

11. La valeur ajoutée constituant le PIB se répartit comme suit: 40 pour cent environ assurés par la production industrielle et manufacturière, 30 pour cent par le secteur des services financiers, 25 pour cent par les services généraux et le solde par les ménages, l'agriculture et la sylviculture. L'industrie et le secteur manufacturier comptent 559 entreprises. Plus de 70 pour cent sont des petites entreprises (un à neuf salariés), mais neuf sociétés emploient plus de 250 salariés. En 2002, le secteur commercial regroupait plus de 3 015 entreprises. Le nombre de métiers représentés dans ces entreprises est de 125, dont 95 métiers d'apprentissage.

12. En un demi-siècle, le Liechtenstein, qui était un État presque exclusivement agricole, est devenu l'un des pays les plus industrialisés du monde. Les branches d'activité les plus importantes du secteur industriel sont la construction mécanique, la construction d'installations industrielles, la fabrication d'instruments de précision, la technologie dentaire, les appareils de commande électronique, les technologies du vide, du chauffage et de l'éclairage, les produits dentaires et pharmaceutiques et l'industrie agroalimentaire. La valeur par habitant des exportations est environ cinq à huit fois plus élevée que la valeur correspondante pour l'Allemagne, l'Autriche ou la Suisse. Totalisant 292 millions de FS, les dépenses de recherche-développement des entreprises industrielles membres de la Chambre de commerce et d'industrie se sont élevées en 2003 à plus de 8 000 FS par habitant.

13. Les services financiers sont un secteur économique important, mais ce n'est pas celui qui a le plus de poids. Dix-sept pour cent des personnes occupant un emploi au Liechtenstein travaillent dans le secteur financier. Les services proposés comprennent en particulier la gestion d'actifs, la structuration d'avoirs internationaux, les fonds d'investissement ainsi que les activités d'assurance et de réassurance. Seize banques, 385 gestionnaires d'actifs et sociétés fiduciaires, 23 compagnies d'assurance nationales, 185 compagnies d'assurance étrangères jouissant de la libre circulation des services (au sein de l'EEE) et 17 sociétés de gestion de fonds gérant 190 fonds d'investissement opèrent au Liechtenstein. Les banques du Liechtenstein gèrent des avoirs dont le montant s'élevait à 104 milliards de FS fin 2003. Les avoirs placés dans des fonds d'investissement au Liechtenstein se montent actuellement à 14 milliards de FS. Les étroites relations contractuelles avec la Suisse, l'introduction du franc suisse comme monnaie ayant cours légal et la promulgation de la Loi de 1926 sur les personnes et les sociétés, qui a autorisé un large choix de formes de société, ainsi qu'une fiscalité attractive pour les investisseurs, sont les fondements sur lesquels repose le centre financier du Liechtenstein. Ces 15 dernières années ont été une période particulièrement dynamique pour cette place financière. Son entrée dans l'Espace économique européen en 1995 a été le catalyseur d'une série de transformations fondamentales et elle a facilité l'accès aux marchés d'autres pays.

14. Le gouvernement est la principale autorité qui délivre les licences pour toutes les activités de services bancaires, d'investissement et d'assurance. Pour améliorer encore la qualité du centre financier, le Parlement a adopté en juin 2004 un projet de loi instituant une autorité de contrôle financier intégrée indépendante, réunissant les fonctions actuellement exercées par les organismes chargés du contrôle et de la réglementation du secteur financier. En tant que membre de l'EEE, le Liechtenstein est tenu d'appliquer la législation pertinente de l'UE. En conséquence, la législation portant sur les activités bancaires, l'assurance, les placements et la comptabilité s'inspire des directives pertinentes de l'UE. En raison des liens monétaires étroits avec la Suisse, les institutions financières sont également tenues de se conformer aux règles imposées en matière de comptabilité par l'autorité

suisse de réglementation. Les banques, les compagnies d'assurance ou les sociétés de placement qui ne sont pas établies sur le territoire ne sont pas autorisées à opérer.

15. Le respect partout dans le monde des normes internationalement reconnues pour prévenir les abus sur les marchés financiers est d'un intérêt primordial pour le Liechtenstein. Dans sa politique étrangère, il accorde donc une grande attention à l'élaboration et à l'application au niveau international de règles uniformes visant à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Au niveau national, des mesures législatives et administratives et d'autres mesures concrètes ont été prises ces dernières années pour atteindre cet objectif, et les normes correspondantes adoptées par le Liechtenstein ont été reconnues par des organismes internationaux tels que le Fonds monétaire international (FMI). En 2002, le Liechtenstein a fait l'objet d'une évaluation par le FMI en tant que place financière offshore. Dans leur rapport de septembre 2003, les experts du FMI ont certifié que les mesures de prévention prises par le Liechtenstein contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme témoignaient d'un *"haut niveau de respect des normes internationales"*, y compris la mise en œuvre scrupuleuse des recommandations du GAFI (Groupe d'action financière sur la lutte contre le blanchiment d'argent) ainsi que des huit recommandations spéciales du GAFI sur le financement du terrorisme.

16. Le secteur primaire emploie 1,3 pour cent de la main-d'œuvre totale. Le nombre de personnes employées dans le secteur primaire est demeuré stable au cours des quatre dernières années. Les deux tiers du revenu brut de l'agriculture proviennent de l'industrie laitière.

17. L'économie du Liechtenstein bénéficie depuis de nombreuses années d'un climat social harmonieux. Les relations entre employeurs et employés sont pacifiques et caractérisées par la coopération. Le pays est doté d'un système complet de protection sociale.

### 3) ACTIVITÉS DE L'ÉTAT

18. Le gouvernement liechtensteinois n'accorde pas de subventions à l'exportation ni d'aides à la recherche aux entreprises et il ne recourt ni à une politique structurelle ni à des programmes de subventions en leur faveur. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas la possibilité d'influencer à la hausse le taux de change du franc suisse. Les principaux éléments du cadre mis en place par la politique économique du gouvernement sont les lois régissant le commerce, des budgets sains (généralement positifs), une fiscalité très légère, la stabilité et la fiabilité des mesures appliquées, la mise en place d'un système éducatif de grande qualité, un allègement des contraintes administratives et une administration publique restreinte et au service de l'utilisateur.

19. En vue de préserver la bonne conjoncture dont bénéficie le Liechtenstein et d'en étendre les bienfaits, le gouvernement a participé à la fondation d'un centre de compétences pour les petites et moyennes entreprises (PME), sous la conduite de l'Université des sciences appliquées du Liechtenstein. Ce centre aide les PME qui démarrent, donne des conseils aux jeunes cadres et aux sociétés en phase d'expansion sur la planification et la gestion d'entreprise et les met en contact avec des institutions financières, des investisseurs ou des partenaires commerciaux potentiels.

20. En raison de l'exiguïté du territoire (160 km<sup>2</sup>) et de la proportion relativement élevée de ressortissants étrangers dans la population résidente et la population active totales (34,5 pour cent et 65,3 pour cent, respectivement), le gouvernement régule les nouveaux investissements (investissements dans des installations nouvelles) et l'immigration. Par la régulation de l'investissement étranger direct (également pour les ressortissants liechtensteinois non résidents), le gouvernement respecte le caractère rural du territoire peu étendu du Liechtenstein et préserve l'accès de la population résidente aux biens immobiliers. Depuis le dernier examen des politiques

commerciales de la Suisse et du Liechtenstein, la proportion d'étrangers dans la population résidente et la population active a même augmenté. C'est pourquoi le gouvernement considère qu'il ne dispose d'aucune marge pour assouplir les restrictions visant l'immigration et l'emploi. En raison de sa spécificité, le Liechtenstein a, même au sein de l'EEE, des règles spéciales en ce qui concerne la libre circulation des personnes.

#### **4) PERSPECTIVES**

21. Les perspectives économiques à court terme sont bonnes en raison de la stabilité sociale, juridique et économique offerte par le Liechtenstein. Cependant, à long terme, la croissance pourrait être freinée par un certain nombre de contraintes, notamment la pénurie et les prix élevés des terres et des biens immobiliers ainsi que l'assèchement du marché du travail. L'appréciation du franc suisse est un facteur extérieur qui pourrait avoir pour effet de ralentir la croissance économique.

### **III. ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET ORIENTATION FUTURE DES POLITIQUES**

22. Le cadre de l'environnement commercial du Liechtenstein est défini par le Traité d'union douanière que le pays a conclu avec la Suisse et son appartenance à l'Association européenne de libre-échange (AELE), à l'EEE et à l'OMC. Ces instruments lui permettent de participer au système commercial multilatéral mais aussi de faire jouer l'outil complémentaire qu'est le resserrement de la coopération économique dans le cadre d'accords régionaux. Les accords commerciaux sont des instruments importants pour un petit pays très tourné vers l'exportation comme le Liechtenstein. Ces accords permettent à ses agents économiques de commercer dans le cadre de systèmes fondés sur des règles. Jusqu'à présent, le Liechtenstein n'a été partie à aucun différend porté devant l'OMC ou l'AELE.

#### **1) L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)**

23. Le Liechtenstein est foncièrement attaché au système commercial multilatéral fondé sur des règles et continuera de souligner l'importance d'une libéralisation universelle des échanges à grande échelle. Il défend avec ferveur le Programme de Doha pour le développement et le programme de travail de Doha et il continue d'appuyer vigoureusement leur aboutissement. Le système de l'OMC doit s'adapter avec souplesse aux réalités et aux besoins de l'économie de ce siècle et aux situations de plus en plus diverses de ses Membres. Un meilleur accès aux marchés entraîne un accroissement des échanges, et ce au profit de tous, pays développés comme pays en développement. Il permet aussi l'accroissement des échanges entre pays en développement. Le Cycle de Doha doit être un cycle axé sur le développement pour aider les pays en développement à tirer parti de ces nouvelles opportunités. Le système commercial multilatéral a fait ses preuves comme moyen de promouvoir le développement économique et la croissance et il est capital pour la prospérité de nos économies à l'avenir. Pour le Liechtenstein, il n'existe pas d'alternative au système commercial multilatéral de l'OMC. Le système multilatéral doit être renforcé.

24. Le secteur agricole du Liechtenstein est limité non seulement dans l'absolu mais aussi en termes relatifs. Sa part dans l'emploi n'est que de 1 pour cent. Le Liechtenstein est un importateur net de produits alimentaires. Son agriculture n'a pas pour seule vocation la production vivrière. Pendant les dernières décennies et plus récemment, ce secteur a connu des transformations structurelles sans précédent. Il doit être considéré d'un point de vue politique, social et environnemental. Les préoccupations autres que commerciales doivent être dûment prises en compte au moment d'envisager des mesures de libéralisation progressive de ce secteur. L'OMC doit autoriser ses Membres à

poursuivre des objectifs autres que le commerce dans le cadre de leur politique agricole. Le Liechtenstein est prêt bien entendu à envisager des réformes dans le domaine agricole.

25. De telles mesures d'accompagnement étant nécessaires pour le Liechtenstein, l'OMC doit impérativement étendre la protection des indications géographiques à des produits autres que le vin et les spiritueux.

26. Alors que les négociations tarifaires sont engagées depuis plus de 50 ans, l'accès aux marchés des produits non agricoles n'est toujours pas une affaire réglée. De nouvelles avancées doivent être faites pendant le présent Cycle, en particulier pour les catégories de produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. Le Liechtenstein est favorable à de nouvelles réductions substantielles des droits de douane et à leur consolidation globale.

27. Les services sont une composante importante de l'ensemble de résultats en cours de négociation. Les services contribuent pour une part importante à la croissance économique, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Le Liechtenstein a présenté une proposition détaillée l'année dernière.

28. Étant donné que l'issue des négociations doit être profitable à tous, le Liechtenstein se félicite de ce que les préoccupations spécifiques des pays en développement soient prises en considération dans tous les domaines sur lesquels portent les négociations.

## **2) L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN (EEE)**

29. L'Accord sur l'Espace économique européen étend la majeure partie du marché unique de l'UE aux trois pays membres de l'AELE: l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. Cela signifie que les modalités d'application des quatre libertés fondamentales du marché intérieur de l'UE – libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes<sup>39</sup> – sont foncièrement identiques dans l'EEE et dans l'UE. En outre, l'Accord comporte des politiques horizontales d'accompagnement destinées à renforcer le marché intérieur. Ces politiques horizontales englobent la recherche-développement, les statistiques, l'éducation, la politique sociale, l'environnement, la protection du consommateur, le tourisme, les petites et moyennes entreprises, la culture, les services d'information et les services audiovisuels. La qualité de membre entraîne l'obligation de transposer la législation de l'UE sur le marché unique dans la législation nationale et de se conformer aux normes et principes juridiques en matière de supervision applicables à l'ensemble de l'EEE. Fin 2003, 4 037 textes législatifs avaient été adoptés au total.

30. Le Liechtenstein est devenu membre de l'Accord sur l'EEE le 1<sup>er</sup> mai 1995 pour inscrire sa réussite économique dans la durée. Ce fut pour lui une mesure radicale qui a exigé une action politique et administrative concentrée pendant une longue période et des ajustements de grande portée dans le domaine du droit et des structures, qui visaient aussi à préserver l'union douanière entre le Liechtenstein et la Suisse. Mais ces efforts en ont valu la peine – le résultat a été largement positif.

31. À l'évidence, l'UE est le marché le plus important pour les agents économiques du Liechtenstein et l'EEE avec ses quatre libertés leur a fourni un cadre juridique approprié. Du fait de cet accord, la législation économique du Liechtenstein est en grande partie calquée sur celle de l'UE. Fin 2003, le Liechtenstein avait mis en œuvre plus de 98 pour cent des règles pertinentes concernant le marché intérieur, ce qui est supérieur à la moyenne de l'UE.

---

<sup>39</sup> Au sein de l'EEE, le Liechtenstein a des règles spéciales concernant la libre circulation des personnes en vertu desquelles les ressortissants des pays de l'EEE doivent toujours être en possession d'un permis délivré par les autorités liechtensteinoises pour résider au Liechtenstein.

32. Pendant la période 2000-2004, l'évolution la plus importante pour l'EEE a été son élargissement avec l'entrée de dix nouveaux membres dans l'UE. Un accord d'élargissement de l'EEE a été négocié avec l'UE, ses pays membres et les nouveaux membres de l'UE. Fondamentalement, les adaptations des règles relatives au marché intérieur négociées pour ces adhésions à l'UE (périodes de transition pour la libre circulation des personnes, etc.) ont été reprises dans l'Accord d'élargissement de l'EEE. Les trois États membres de l'EEE-AELE – Islande, Liechtenstein et Norvège – ont mis en place leurs propres mécanismes financiers pour cofinancer des projets en vue du développement de régions défavorisées de l'UE élargie. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Accord d'élargissement de l'EEE s'applique provisoirement jusqu'à sa ratification par tous les membres de l'UE, qui devrait intervenir à l'automne 2004.

33. Bien qu'il soit difficile de prévoir si, à long terme, l'EEE pourra être maintenu sous sa forme actuelle, le Liechtenstein souhaite conserver cet accord ou un cadre contractuel similaire pour régir ses relations économiques avec l'UE. Des adaptations pourraient notamment être nécessaires si l'un ou l'autre des États membres de l'AELE modifiait sa politique en matière d'intégration à l'UE.

34. Les relations entre le Liechtenstein et l'UE ne s'inscrivent pas dans le seul cadre de l'EEE et dans les années à venir la coopération pourrait prendre plus d'ampleur. En 2004, le Liechtenstein est parvenu à un accord avec l'UE sur l'imposition des intérêts de l'épargne, traité qui devrait être bientôt signé. Des négociations préliminaires sont également menées en vue de la constitution d'une association dans les espaces dits de Schengen et de Dublin (ouverture des frontières, visas, droit d'asile), parallèlement à une association similaire avec la Suisse. Cette ouverture des frontières renforcerait encore plus les liens politiques et économiques du Liechtenstein avec son voisin à l'Est, l'Autriche.

### **3) L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE (AELE)**

35. Le Liechtenstein est devenu membre à part entière de l'AELE le 1<sup>er</sup> septembre 1991. Jusqu'alors, il avait été visé par la Convention instituant l'AELE grâce à un protocole particulier en vertu duquel ses intérêts étaient pris en charge par la Suisse.

36. En juin 2001, les ministres des pays de l'AELE ont signé une convention actualisée de l'AELE qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002, parallèlement aux accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Pour la première fois depuis la signature de la Convention de l'AELE à Stockholm en 1960, les États membres sont convenus d'apporter d'importantes modifications à la Convention. Les conditions des échanges de marchandises ont été améliorées grâce à la suppression des obstacles techniques au commerce, ce qui rend possible la reconnaissance mutuelle de la certification des produits industriels et facilite les échanges de certains produits agricoles. De nouvelles dispositions importantes ont été introduites sur la libre circulation des personnes, des investissements et des services, les marchés publics et les droits de propriété intellectuelle. La Convention actualisée crée entre les États de l'AELE des conditions qui à bien des égards sont similaires à celles instituées entre les États de l'AELE et l'UE par l'Accord de l'EEE et les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE.

37. Le réseau de relations contractuelles de l'AELE s'élargit en permanence conformément à sa politique de contribution dynamique et indépendante à l'amélioration des conditions économiques en Europe et au-delà et d'établissement de liens solides avec des partenaires commerciaux extérieurs au continent. Par suite de l'élargissement de l'EEE en mai 2004, huit des 20 accords de libre-échange en vigueur ont été remplacés par l'Accord de l'EEE.

38. Depuis 2000, les États de l'AELE ont conclu de nouveaux accords de libre-échange avec la Croatie, la Jordanie, la Macédoine, le Mexique et Singapour. Un accord a été signé avec le Chili en

juin 2003. Il entrera en vigueur en 2004. Un accord a été signé avec le Liban en juin 2004. Les États membres ont signé en outre depuis 2000 des déclarations de coopération avec l'Algérie, le Conseil de coopération du Golfe, le MERCOSUR, la Serbie-et-Monténégro et l'Ukraine. Les négociations sur le libre-échange avec la Tunisie et l'Égypte sont presque achevées. Des négociations sont en cours avec la SACU (Union douanière d'Afrique australe). Une première série de négociations sur le libre-échange avec la Corée du Sud a eu lieu en août 2004.

#### **4) TRAITÉ D'UNION DOUANIÈRE ET INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AVEC LA SUISSE**

39. Les liens de coopération étroite avec la Suisse se traduisent par un grand nombre de traités bilatéraux (plus de 50), au premier rang desquels figurent le Traité d'union douanière et le Traité sur les monnaies. Le Traité d'union douanière, joint à d'autres accords portant sur la circulation des personnes, a rendu possible la suppression de tous les contrôles aux frontières ou douaniers entre les deux pays. Un accord tout aussi important en pratique pour l'économie du Liechtenstein est le Traité sur les monnaies qui constitue la base juridique faisant du franc suisse la monnaie officielle du Liechtenstein.

40. Les dispositions du Traité d'union douanière stipulent que les lois suisses en matière douanière ainsi que les autres textes de loi fédéraux nécessaires pour instituer la zone franche sont applicables au Liechtenstein. En outre, les traités commerciaux et douaniers conclus par la Suisse avec des pays tiers (à l'exception des pays de l'EEE) s'appliquent aussi au Liechtenstein sur la base du Traité d'union douanière. La Suisse est autorisée à représenter le Liechtenstein dans les négociations y afférentes et à conclure de tels traités qui sont applicables au Liechtenstein.

41. Le Traité a facilité la coopération bilatérale bien au-delà de son champ d'application initial, en particulier dans les domaines de la protection sociale (santé, sécurité sociale), de l'éducation (formation professionnelle et supérieure), des transports et de l'environnement.

42. L'entrée en vigueur de la Convention de l'AELE le 1<sup>er</sup> juin 2002 (voir ci-dessus) a encore resserré les relations entre le Liechtenstein et la Suisse. De nouvelles dispositions importantes intéressant les relations entre les deux pays ont été introduites principalement sur la libre circulation des personnes et les marchés publics. Les autres mises à jour de la Convention de l'AELE n'ont amélioré que de façon marginale les conditions déjà en vigueur.

43. L'évolution future des liens étroits qui existent entre les deux pays dépendra beaucoup de la politique que les deux pays adopteront en matière d'intégration à l'UE.

---